

CONSEIL COMMUNAL DU 24 NOVEMBRE 2016
GEMEENTERAAD VAN 24 NOVEMBER 2016

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Georges Pollet, *Président du Conseil communal, /Voorzitter van de Gemeenteraad* ;
Pierre Muylle, *Bourgmestre ff./Wvd Burgemeester* ;
Ali Ince, Christian Beoziere, Jeanine Joannes-Wouters, Eliane Lepoivre-Daels, Fatiha Saidi, Martine Raets, Dominique Clajot, Mohamed Ridouane Chahid, *Echevin(e)s/Schepenen* ;
Guy Vanhengel, Joseph Corten, Ingrid Haelvoet, Marc Bondu, Alain Vander Elst, Pascal Freson, Pierre Goberecht, Rachid Chikhi, Belma Tek, Véronique Mbombo Tshidimba, David Cordonnier, Jean-Philippe Mommart, Hicham Talhi, Fabienne Derome, Sabrina Cornu, Firyan Kaplan, Laurent Ali Chaftar, Housini Chairi, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Dirk Borremans, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Rudi Vervoort, Karin Bouko, Margriet Hubrechts, Mohamed Kheddoumi, Martine Empain, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Katrien Debeuckelaere, *Président du CPAS, siégeant avec voix consultative en application des articles 103 de la Nouvelle Loi Communale et 28§4 de la loi organique des CPAS/Voorzitter van het OCMW, zetelend met raadgevende stem in toepassing van de artikels 103 van de Nieuwe Gemeentewet en 28§4 van de organieke wet op de OCMW's*.

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

SECTEUR FINANCIER - SECTOR FINANCIËN

24.11.2016/A/0001 **Taxe sur le placement de marchandises, de terrasses, d'étalages et autres objets sur la voie publique. Exercices 2017 – 2021. Renouvellement.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu sa délibération du 22 décembre 2011, établissant pour les exercices 2012 à 2016, une taxe sur le placement de marchandises et autres objets sur la voie publique, approuvée par lettre du 2 mars 2012 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les finances communales;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux Communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 de la Région de Bruxelles-capitale, modifiée par l'ordonnance du 12 février 2015, relative à l'établissement, au recouvrement et au

contentieux en matière de taxes communales;

Vu le dossier administratif porté ce jour à la connaissance des Conseillers communaux;

Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant les taux;

Considérant que l'emprise sur la voie publique occasionne une perturbation pour la circulation pédestre;

Considérant que le placement de marchandises, de terrasses, d'étalages et autres objets sur la voie publique est une extension des activités soit privées, soit commerciales et constitue un avantage pour le bénéficiaire de l'autorisation;

Considérant la nécessité de faire contribuer l'ensemble des utilisateurs au financement des infrastructures et des services communaux;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 2015 portant exécution des articles 6, 3°, et 12 de l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 6, § 2, de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'art. 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter le règlement-taxe suivant : taxe sur le placement de marchandises, de terrasses, d'étalages et autres objets sur la voie publique.

**TAXE SUR LE PLACEMENT DE MARCHANDISES, DE TERRASSES,
D'ETALAGES ET AUTRES OBJETS SUR LA VOIE PUBLIQUE**

I. DUREE ET ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1 :

Il est établi à partir du 1^{er} janvier 2017, pour les exercices 2017 à 2021, une taxe sur placement de marchandises, de terrasses, d'étalages et autres objets sur la voie publique.

Article 2 :

Pour l'application des présentes dispositions, il faut entendre par « voie publique » :

- Les voies de circulation, y compris les accotements et les trottoirs, réservées en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous ;
- Les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux jardins, aux promenades et aux marchés.

Article 3 :

Le placement de marchandises, tables, chaises, étalages, rôtissoires et autres objets sur la voie publique est et demeure interdit. Cependant, une dérogation à cette règle peut être accordée sur les places publiques et dans les rues où la circulation ne serait pas entravée par le placement des objets susmentionnés.

Article 4 :

Conformément aux lois et réglementations, le Bourgmestre peut accorder l'autorisation nécessaire pour déroger à l'interdiction visée à l'article 3, sur demande mentionnant toutes les indications utiles pour déterminer l'espace et le montant de la taxe au paiement de laquelle l'autorisation est subordonnée.

Les autorisations sont délivrées sans que les impétrants ne puissent en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique, mais à charge pour eux, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage accordé, à la première injonction de l'autorité, et sans pouvoir de ce chef, prétendre à aucune indemnité ni remboursement.

En outre, elles sont octroyées aux risques et périls des intéressés, en ce qui concerne la garde et la conservation des marchandises et objets qu'ils étaleront, le paiement de la taxe n'impliquant pas pour la Commune l'obligation d'établir, à cet égard, une surveillance spéciale.

Les objets placés sur la voie publique doivent être amovibles : ils ne peuvent être fixés au sol.

Le départ de la personne physique ou morale qui avait bénéficié de l'autorisation nécessaire du Bourgmestre, met fin à cette autorisation.

II. REDEVABLES**Article 5 :**

Est redevable de la taxe la personne physique ou morale qui obtient l'autorisation nécessaire du Bourgmestre.

III. TARIF D'IMPOSITION**Article 6 :**

Au 1^{er} janvier 2017, la taxe annuelle est fixée à :

- surface occupée sur la voie publique : 11,50 € par m² avec un minimum de 60,00€ / an;
- surface recouverte d'un plancher : 17,25 € par m² avec un minimum de 90,00€ / an;
- surface fermée démontable : 51,75 € par m² avec un minimum de 270,00€ / an.

Les taux sont augmentés pour les exercices ultérieurs comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021
Surface occupée sur la voie publique	11,50€/m ²	11,73€/m ²	11,96€/m ²	12,20€/m ²	12,45€/m ²
Surface recouverte d'un plancher	17,25€/m ²	17,60€/m ²	17,95€/m ²	18,31€/m ²	18,67€/m ²

Surface fermée démontable	51,75€/m ²	52,79€/m ²	53,84€/m ²	54,92€/m ²	56,02€/m ²
---------------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

La taxe annuelle ne pourra toutefois pas être inférieure à :

	2017	2018	2019	2020	2021
Surface occupée sur la voie publique	60,00€	61,00€	62,00€	64,00€	65,00€
Surface recouverte d'un plancher	90,00€	92,00€	94,00€	96,00€	98,00€
Surface fermée démontable	270,00€	275,00€	281,00€	287,00€	292,00€

Dans l'éventualité où l'autorisation ne serait pas délivrée, les frais de dossier engagés par le demandeur resteront acquis à la commune.

Si, en cours d'année, des modifications sont apportées donnant ouverture à une majoration d'impôt, celle-ci se calcule à raison de la différence entre la taxe due suivant les bases nouvelles et le montant de la taxe établie à l'origine. Toute modification devant être soumise à une autorisation du Bourgmestre.

IV. EXONERATIONS

Article 7 :

Tant qu'il ne s'agit pas d'un appareil automatique, la taxe n'est pas due pour les 25 premiers dm² (0,25 m²). Lorsque cette superficie est dépassée, la taxe est exigée pour tout l'espace occupé.

Lors de festivités exceptionnelles, telles que kermesses, brocantes, etc., la taxe n'est pas due.

Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit.

V. DECLARATION ET MODE DE PAIEMENT

Article 8 :

a) Déclaration: Les assujettis adressent à l'administration communale une déclaration au moment de la demande de l'autorisation nécessaire du Bourgmestre. Cette déclaration reste valable jusqu'à sa révocation expresse par l'assujetti. La preuve de la révocation incombe à l'assujetti. Ce dernier est tenu de fournir, sur demande, tous documents et renseignements visant à contrôler l'exactitude de sa déclaration.

b) Taxation d'office: A défaut de déclaration dans le délai imparti, ou en cas de fraude, de déclaration incorrecte ou imprécise, la taxe est enrôlée d'office. Avant de procéder à la taxation d'office, les motifs du recours à cette procédure, les éléments de taxation et le montant de la taxe sont notifiés au redevable par lettre recommandée à la poste. En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée de la moitié du montant précisé à l'article

6. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

c) Mesures de contrôle: Les agents désignés par le Collège des Bourgmestre et Echevins sont qualifiés pour procéder à l'établissement et/ou au contrôle des assiettes fiscales et constater les contraventions aux dispositions du présent règlement. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusque preuve du contraire.

Article 9 :

L'assujetti reçoit chaque année un avertissement - extrait de rôle, conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 de la Région de Bruxelles capitale. Le montant global de la taxe calculé selon les modalités est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement – extrait de rôle. A défaut de paiement, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat. Ces intérêts sont calculés à partir de la date de l'enrôlement de la taxe. En cas de cessation ou de cession, les droits sont payables dans les cinq jours de la cessation ou de la cession. La taxe est payable immédiatement si les droits de la Commune sont en péril. Dans ce cas, la commune en informe le redevable. Le cessionnaire reste redevable des taxes non acquittées.

VI. CONTENTIEUX

Article 10 :

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation. Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit. Elle doit être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner le nom, la qualité, l'adresse ou le siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens. L'introduction d'une réclamation ne dispense pas du paiement de la taxe.

Article 2 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Belasting op het plaatsen van koopwaren, terrassen, uitstallingen en andere voorwerpen op de openbare weg. Dienstjaren 2017 – 2021. Hernieuwing.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 22 december 2011, houdende vestiging voor de dienstjaren 2012 tot 2016 van een belasting op het plaatsen van koopwaren en ander voorwerpen op de openbare weg, goedgekeurd bij brief dd. 2 maart 2012 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de gemeentelijke financiën;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet, dat een budgettair evenwicht aan de gemeenten oplegt;

Gelet op de ordonnantie dd. 3 april 2014 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door de ordonnantie dd. 12 februari 2015, betreffende de vestiging, de invordering en de fiscale geschillen inzake de gemeentebelastingen;

Gelet op het administratief dossier, heden ter kennisgeving overgemaakt aan de gemeenteraadsleden;

Overwegende de noodzaak rekening te houden met de inflatie door de tarieven te indexeren;

Overwegende dat de inname van de openbare weg hinder veroorzaakt voor het voetgangersverkeer;

Overwegende dat het plaatsen van koopwaren, terrassen, uitstallingen en ander voorwerpen op de openbare weg een uitbreiding van de particuliere of commerciële activiteiten is en een voordeel verschaft voor de begunstigde van de vergunning;

Overwegende de noodzaak om alle gebruikers te laten bijdragen aan de financiering van de infrastructuren en gemeentelijke diensten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering dd. 16 juli 2015, houdende uitvoering van de artikelen 6, 3°, en 12 van de ordonnantie dd. 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 6. § 2. van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende het voorleggen aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

Volgend belastingreglement goed te keuren: belasting op het plaatsen van koopwaren, terrassen, uitstallingen en andere voorwerpen op de openbare weg.

**BELASTING OP HET PLAATSEN VAN KOOPWAREN, TERRASSEN,
UITSTALLINGEN EN ANDERE VOORWERPEN OP DE OPENBARE WEG**

I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1:

Er wordt vanaf 1 januari 2017, voor de dienstjaren 2017 tot 2021, een belasting vastgesteld op het plaatsen van koopwaren, terrassen, uitstallingen en andere voorwerpen op de openbare weg.

Artikel 2:

Voor de toepassing van de huidige beschikkingen moet worden verstaan onder “openbare weg”:

- De verkeerswegen met inbegrip van de bermen en trottoirs die hoofdzakelijk voorbehouden zijn voor het verkeer van personen of voertuigen en toegankelijk voor iedereen;
- De openbare plaatsen aangeduid als afhankelijk van verkeerswegen, en onder meer bestemd voor het parkeren van voertuigen, als tuinen, als wandelwegen en markten.

Artikel 3:

Het plaatsen van koopwaren, tafels, stoelen, uitstallingen, braadspitten en andere voorwerpen op de openbare weg is en blijft verboden. Er kan echter een afwijking toegekend worden op deze bepaling voor de openbare plaatsen en de straten waar het verkeer niet zou belemmerd worden voor het plaatsen van hierboven vermelde voorwerpen.

Artikel 4:

In overeenstemming met de toepasselijke wet en- regelgeving mag de Burgemeester, op aanvraag, de nodige vergunning afleveren teneinde af te wijken van het verbod voorzien in artikel 3. Deze vergunning dient alle nodige aanduidingen te vermelden om de betrokken ruimte en het bedrag van de belasting ter betaling waaraan de vergunning onderworpen is, vast te stellen.

De vergunningen worden afgeleverd zonder dat de belanghebbenden er een onherroepelijk recht van vergunning of erfdienstbaarheid op de openbare weg mogen uit afleiden, maar integendeel, met de verplichting het toegestane gebruik te verminderen of af te schaffen op het eerste bevel van de overheid, en zonder uit deze hoofde op enige vergoeding of terugbetaling aanspraak te maken.

Daarenboven worden ze verleend op risico der belanghebbenden wat betreft de bewaking en bewaring der koopwaren en voorwerpen die uitgesteld worden, daar de betaling der belasting geen verplichting voor de Gemeente met zich meebrengt om een bijzondere bewaking te dien opzichte in te stellen.

De op de openbare weg geplaatste voorwerpen moeten verplaatsbaar zijn: ze mogen niet worden vastgehecht aan de grond.

Het vertrek van de natuurlijke persoon of rechtspersoon die de noodzakelijke vergunning van de Burgemeester had verkregen, maakt een einde aan deze vergunning.

II. BELASTINGPLICHTIGEN

Artikel 5:

Is de belasting verschuldigd, de natuurlijke persoon of rechtspersoon die de noodzakelijke vergunning van de Burgemeester verkrijgt.

III. BELASTINGTARIEF

Artikel 6:

Op 1 januari 2017 wordt de jaarlijkse belasting vastgesteld op:

- gebruikte oppervlakte op de openbare weg: 11,50 € per m² met een minimum van 60,00 € / jaar;
- oppervlakte bedekt door een plankenvloer: 17,25 € per m² met een minimum van 90,00 € / jaar;
- afgesloten demonteerbare oppervlakte: 51,75 € per m² met een minimum van

270,00 € / jaar.

Het bedrag zal de komende jaren als volgt verhoogd worden:

	2017	2018	2019	2020	2021
Gebruikte oppervlakte op de openbare weg	11,50€/m ²	11,73€/m ²	11,96€/m ²	12,20€/m ²	12,45€/m ²
Oppervlakte bedekt door een plankenvloer	17,25€/m ²	17,60€/m ²	17,95€/m ²	18,31€/m ²	18,67€/m ²
afgesloten demonteerbare oppervlakte	51,75€/m ²	52,79€/m ²	53,84€/m ²	54,92€/m ²	56,02€/m ²

De jaarlijkse belasting kan echter niet lager zijn dan:

	2017	2018	2019	2020	2021
Gebruikte oppervlakte op de openbare weg	60,00€	61,00€	62,00€	64,00€	65,00€
Oppervlakte bedekt door een plankenvloer	90,00€	92,00€	94,00€	96,00€	98,00€
Afgesloten demonteerbare oppervlakte	270,00€	275,00€	281,00€	287,00€	292,00€

Indien de vergunning niet afgeleverd zou worden, zullen de aangegane dossierkosten van de vergunning tegenover de gemeentelijke administratie ten laste blijven van de aanvrager.

Indien in de loop van het jaar veranderingen worden aangebracht, welke aanleiding geven tot vermeerdering van de belasting, wordt deze berekend volgens het verschil tussen het bedrag van de nieuwe grondslag en het bedrag van de initieel vastgestelde belasting. Iedere wijziging moet worden onderworpen aan een vergunning van de Burgemeester.

IV. VRIJSTELLINGEN

Artikel 7:

Zolang het geen automatisch toestel betreft, is de belasting niet verschuldigd voor de eerste 25 dm² (0,25 m²). Indien deze oppervlakte overschreden wordt, is de belasting van kracht op de volledig gebruikte oppervlakte.

Bij uitzonderlijke feitelikheden, zoals kermissen, rommelmarkten enz. is de belasting niet verschuldigd.

Er wordt geen vermindering of teruggave toegestaan voor welke reden ook.

V. AANGIFTE EN WIJZE VAN BETALING

Artikel 8:

a) Aangifte: De belastingplichtigen dienen een aangifte in te dienen bij het gemeentebestuur op het moment van de aanvraag van de noodzakelijke vergunning van de Burgemeester. Deze verklaring blijft geldig tot haar uitdrukkelijke opzegging door de belastingplichtige. Het bewijs van de opzegging is ten laste van de belastingplichtige. Deze laatste is ertoe gehouden om, op aanvraag, alle nodige documenten en inlichtingen te verschaffen die toelaten de echtheid van de aangifte na te gaan.

b) Ambtshalve inkohiering: Bij gebrek aan dergelijke aangifte binnen de vastgestelde termijn, of in geval van fraude, of wanneer de aangifte onjuist of onvolledig is, wordt de belasting van ambtswege ingekohierd. Alvorens tot een ambtshalve inkohiering over te gaan, zullen de motieven voor deze procedure, de elementen van de belasting en het bedrag van de belasting medegedeeld worden aan de belastingplichtige per aangetekend schrijven bij de post. In het geval van een ambtshalve inkohiering, wordt de belasting verhoogd met de helft van het verschuldigde bedrag vermeld in artikel 6. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

c) Controlemaatregelen: De agenten aangesteld door het College van Burgemeester en Schepenen zijn bevoegd tot de vaststelling en/of controle van de heffingsgrondslag en de schendingen van de bepalingen van het huidig reglement. De processen-verbaal die zij opmaken blijven geldig tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 9:

De belastingplichtige ontvangt ieder jaar een aanslagbiljet, overeenkomstig de ordonnantie dd. 3 april 2014 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het totaal bedrag van de belasting, berekend volgens de modaliteiten, is betaalbaar binnen de twee maanden na ontvangst van het aanslagbiljet. Bij niet-betaling zijn de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten van toepassing. Deze interesten worden berekend vanaf de datum van inkohiering van de belasting. In geval van stopzetting of overdracht zijn de bedragen verschuldigd binnen de vijf dagen van stopzetting of overdracht. De belasting is onmiddellijk verschuldigd indien de belangen van de gemeente in het gedrang komen. In dat geval, informeert de gemeente de belastingplichtige hiervan. De gevolmachtigde blijft verantwoordelijk voor de niet-betaalde belastingen.

VI. GESCHILLEN

Artikel 10:

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen dat als administratieve overheid optreedt. Dat bezwaar moet op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde dag die volgt op de datum van verzending van het aanslagbiljet met vermelding van de duur van het bezwaar. Bovendien moet het op straffe van nietigheid schriftelijk worden ingediend. Het moet met reden omkleed zijn. Het is gedateerd en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaarschrift en een uiteenzetting van de feiten en middelen. De indiening van een bezwaarschrift geeft geen vrijstelling tot de betaling van de belasting.

Artikel 2:

Deze beraadslaging in tweevoud over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0002 **Taxe sur les dépôts, dépôts avec mandat de vente, surfaces de vente et entrepôts de marchandises, matériaux, matériel et choses de toute nature. Exercices 2017 – 2021. Renouvellement.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu sa délibération du 16 février 2012, établissant pour les exercices 2012 à 2016 une taxe sur les dépôts, dépôts avec mandat de vente, surfaces de vente et entrepôts de marchandises, matériaux, matériel et choses de toute nature, approuvée par lettre du 10 avril 2012 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les finances communales;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 de la Région de Bruxelles-capitale, modifiée par l'ordonnance du 12 février 2015, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu le dossier administratif porté ce jour à la connaissance des Conseillers communaux;

Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant les montants du tarif d'imposition;

Considérant qu'il convient de prévoir une exonération partielle de la taxe au bénéfice des dépôts, dépôts avec mandat de vente, surfaces de vente ou entrepôts visés à l'article 6 afin de ne pas décourager l'activité économique correspondant à de l'emploi exercé au lieu-même du dépôt, du dépôt avec mandat de vente, de la surface de vente ou de l'entrepôt, sur le territoire communal;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 2015 portant exécution des articles 6, 3°, et 12 de l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 6, § 2, de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'art. 1 de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter le règlement redevance suivant : la taxe sur les dépôts, dépôts avec mandat de vente, surfaces de vente et entrepôts de marchandises, matériaux, matériel et choses de toute nature.

**TAXE SUR LES DEPOTS, DEPOTS AVEC MANDAT DE VENTE, SURFACES
DE VENTE ET ENTREPOTS DE MARCHANDISES, MATERIEAUX,
MATERIEL ET CHOSES DE TOUTE NATURE**

I. DUREE ET ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1 :

Il est établi à partir du 1^{er} janvier 2017, pour les exercices 2017 à 2021, une taxe sur les dépôts, dépôts avec mandat de vente, surfaces de vente et entrepôts de marchandises, matériaux, matériel et choses de toute nature, à découvert ou sous abri, même provisoire.

Article 2 :

Par dépôt, il faut entendre tout immeuble contenant des marchandises, matériaux, matériel et choses de tout(s) nature(s), à découvert ou sous abri, ayant fait l'objet d'un contrat de dépôt, au sens de l'article 1915 du Code civil.

Par dépôt avec mandat de vente, il faut entendre tout bien immeuble contenant des marchandises, matériaux, matériel et choses de tout(s) nature(s), à découvert ou sous abri, ayant fait l'objet d'un contrat de dépôt, au sens de l'article 1915 du Code civil, mais avec mandat de vente, donc sans restitution en nature mais en espèces.

Par surface de vente, il faut entendre la surface totale des locaux de l'établissement dans lesquels la marchandise est exposée et où la clientèle est autorisée à accéder en vue d'effectuer les achats, y compris la surface au sol des vitrines d'exposition et les espaces interne de circulation et de présentation.

Par entrepôt, il faut entendre le bâtiment ou l'emplacement où des marchandises, matériaux, matériel et choses de toute nature sont ou peuvent être entreposés.

Par abri provisoire, il faut entendre tout bâtiment non repris au plan cadastral.

La base de la taxe est constituée par la superficie proposée, exprimée en mètres carrés, et représente le total des superficies reprises sous les différentes définitions.

II. TARIF D'IMPOSITION

Article 3 :

Le montant de la taxe est calculé comme suit :

	2017	2018	2019	2020	2021
Pour les µ 250 premiers m ²	1,20€ / m ²	1,22€ / m ²	1,25€ / m ²	1,27€ / m ²	1,30€ / m ²

De 251 à 500 m ²	1,80€ / m ²	1,84€ / m ²	1,87€ / m ²	1,91€ / m ²	1,95€ / m ²
De 501 à 1.000 m ²	2,40€ / m ²	2,45€ / m ²	2,50€ / m ²	2,55€ / m ²	2,60€ / m ²
A partir de 1.001 m ²	3,00€ / m ²	3,06€ / m ²	3,12€ / m ²	3,18€ / m ²	3,25€ / m ²

Les parties de mètre carré seront considérées comme des mètres carrés entiers.
Après déduction des exonérations proposées à l'article 6 et s'il reste un montant à payer, le montant minimum exigé sera de 50,00€.

Article 4 :

L'impôt est dû annuellement au 1^{er} janvier de l'exercice et est indivisible.

III. REDEVABLE

Article 5 :

L'assujetti est le propriétaire. L'emphytéote, le superficiaire, l'usufruitier et le locataire éventuels sont tenus solidairement.

IV. EXONERATIONS

Article 6 :

Le dépôt, dépôt avec mandat de vente, surface de vente ou entrepôt qui emploie du personnel bénéficie d'une exonération équivalente à 1.000 m² par emploi équivalent temps plein affecté spécifiquement à ce dépôt, dépôt avec mandat de vente, surface de vente ou entrepôt.

Les abris provisoires servant à l'élevage de petits animaux sont exonérés de la taxe.

V. DECLARATION ET MODE DE PAIEMENT

Article 7 :

a) Déclaration: Les assujettis adressent à l'administration communale une déclaration dans un délai de quinze jours calendrier, à partir du début de l'activité. Cette déclaration reste valable jusqu'à sa révocation expresse par l'assujetti. La preuve de la révocation incombe à l'assujetti. Ce dernier est tenu de fournir, sur demande, tout document et renseignement visant à contrôler l'exactitude de sa déclaration ;

b) Taxation d'office: A défaut de déclaration dans le délai imparti ou en cas de fraude, de déclaration incorrecte ou imprécise, la taxe est enrôlée d'office. Avant de procéder à la taxation d'office, les motifs du recours à cette procédure, les éléments de taxation et le montant de la taxe sont notifiés au redevable par lettre recommandée à la poste. En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée de la moitié du montant précisé à l'article 3. Le montant de cette majoration est également enrôlé ;

c) Mesures de contrôle: Les agents désignés par le Collège des Bourgmestre et Echevins sont qualifiés pour procéder à l'établissement et/ou au contrôle des assiettes fiscales et constater les contraventions aux dispositions du présent règlement. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusque preuve du contraire.

Article 8 :

L'assujetti reçoit chaque année un avertissement - extrait de rôle, conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 de la Région de Bruxelles capitale. Le montant global de la taxe calculé selon les modalités est payable dans les deux mois de l'envoi de

l'avertissement – extrait de rôle. A défaut de paiement, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat. Ces intérêts sont calculés à partir de la date de l'enrôlement de la taxe. En cas de cessation ou de cession, les droits sont payables dans les cinq jours de cessation ou de la cession. La taxe est payable immédiatement si les droits de la Commune sont en péril. Dans ce cas, la commune en informe le redevable. Le cessionnaire reste redevable des taxes non acquittées.

VI. CONTENTIEUX

Article 9 :

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation. Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit. Elle doit être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne le nom, la qualité, l'adresse ou le siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens. L'introduction d'une réclamation ne dispense pas du paiement de la taxe.

Article 2 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Belasting op de depots, depots met verkoopmandaat, verkoopoppervlakten en opslagplaatsen van goederen, materialen en materieel van alle aard. Dienstjaren 2017 – 2021. Hernieuwing.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 16 februari 2012, houdende vestiging voor de dienstjaren 2012 tot 2016 van een belasting op de depots, depots met verkoopmandaat, verkoopoppervlakten en opslagplaatsen van goederen, materialen en materieel alleraard, goedgekeurd bij brief dd. 10 april 2012 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de gemeentelijke financiën;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat een budgettair evenwicht aan de gemeenten oplegt;

Gelet op de ordonnantie dd. 3 april 2014 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door de ordonnantie dd. 12 februari 2015, betreffende de vestiging, de invordering en de fiscale geschillen inzake de gemeentebelastingen;

Gelet op het administratief dossier, heden ter kennisgeving overgemaakt aan de gemeenteraadsleden;

Overwegende de noodzaak rekening te houden met de inflatie door de tarieven te indexeren;

Overwegende dat het betaamt een gedeeltelijke vrijstelling te voorzien van de belasting ten voordele van de depots, depots met verkoopmandaat, verkoopoppervlakten of opslagplaatsen voorzien in artikel 6 teneinde de economische activiteit die werkgelegenheid met zich meebrengt op de plaats van de depots, depots met verkoopmandaat, verkoopoppervlakten of opslagplaatsen op het gemeentelijk grondgebied niet te ontmoedigen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering dd. 16 juli 2015, houdende uitvoering van de artikelen 6, 3°, en 12 van de ordonnantie dd. 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 6. § 2. van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende het voorleggen aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

Het belastingreglement op de depots, depots met verkoopmandaat, verkoopoppervlakten en opslagplaatsen van goederen, materialen en materieel van alle aard goed te keuren.

BELASTING OP DE DEPOTS, DEPOTS MET VERKOOPMANDAAT, VERKOOPOPPERVLAKTEN, EN OPSLAGPLAATSSEN VAN GOEDEREN, MATERIALEN EN MATERIEEL VAN ALLE AARD

I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1:

Er wordt vanaf 1 januari 2017, voor de dienstjaren 2017 tot 2021, een belasting gevestigd op de depots, depots met verkoopmandaat, verkoopoppervlakten en opslagplaatsen van goederen, materialen en materieel van alle aard, niet overdekt of overdekt, zelfs voorlopig.

Artikel 2:

Onder depot verstaat men elk gebouw, niet overdekt of overdekt, waar goederen, materialen en materieel van alle aard zijn opgeslagen, die het voorwerp uitmaakt van een huurcontract, in de zin van artikel 1915 van het Burgerlijk wetboek.

Onder depot met verkoopmandaat verstaat men elk gebouw, niet overdekt of overdekt, waar goederen, materialen en materieel van alle aard zijn opgeslagen, die het voorwerp uitmaakt van een huurcontract, in de zin van artikel 1915 van het Burgerlijk wetboek, maar met verkoopmandaat, dus zonder teruggave in natura maar in speciën.

Onder verkoopoppervlakte verstaat men het geheel der oppervlakte van de instelling, inbegrepen de grondoppervlakte van de tentoonstellingsvitrines en de interne beweging- en presentatieruimten waarin de goederen worden uitgestald en waartoe het cliënteel toegang heeft met als doel aankopen te verrichten.

Onder opslagplaats verstaat men het gebouw of de plaats, waar goederen, materialen en materieel van alle aard aanwezig zijn of kunnen worden opgeslagen.

Onder voorlopige opslagplaats verstaat men elk gebouw dat niet is opgenomen op het kadastrale plan.

De basis van de belasting bestaat uit de aangeboden oppervlakte, uitgedrukt in vierkante meter en vertegenwoordigend het totaal van de oppervlakten vermeld onder de verschillende definities.

II.

BELASTINGSTARIEF

Artikel 3:

Het bedrag van de belasting is als volgt vastgesteld:

	2017	2018	2019	2020	2021
Voor de eerste 250 m ²	1,20€ / m ²	1,22€ / m ²	1,25€ / m ²	1,27€ / m ²	1,30€ / m ²
Van 251 tot 500 m ²	1,80€ / m ²	1,84€ / m ²	1,87€ / m ²	1,91€ / m ²	1,95€ / m ²
Van 501 tot 1.000 m ²	2,40€ / m ²	2,45€ / m ²	2,50€ / m ²	2,55€ / m ²	2,60€ / m ²
Vanaf 1.001 m ²	3,00€ / m ²	3,06€ / m ²	3,12€ / m ²	3,18€ / m ²	3,25€ / m ²

De gedeelten van vierkante meters worden beschouwd als volledige vierkante meters. Na rekening gehouden te hebben met de vrijstellingen voorzien in artikel 6 en indien er een bedrag te betalen blijft, zal een minimum bedrag van 50,00 € geëist worden.

Artikel 4:

De belasting is jaarlijks verschuldigd op 1 januari van het dienstjaar en is ondeelbaar.

III.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 5 :

De belastingplichtige is de eigenaar. De eventuele erfpachter, opstalhouder, vruchtgebruiker en huurder worden solidair gehouden.

IV.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 6 :

De depot, depot met verkoopmandaat, verkoopoppervlakte en opslagplaats die gebruik maakt van personeel geniet een vrijstelling van 1.000 m² per voltijdse betrekking die specifiek bestemd is voor die depot, depot met verkoopmandaat, verkoopoppervlakte en opslagplaats.

De voorlopige gebouwen dienend tot de teelt van kleine dieren Zijn vrijgesteld van de belasting.

V.

AANGIFTE EN WIJZE VAN BETALING

Artikel 7 :

a) Aangifte: De belastingplichtigen dienen binnen de veertien dagen vanaf het begin van de activiteit, een aangifte in te dienen bij het gemeentebestuur. Deze verklaring blijft geldig tot haar uitdrukkelijke opzegging door de belastingplichtige. Het bewijs van de opzegging is ten laste van de belastingplichtige. Deze laatste is ertoe gehouden om, op aanvraag, alle nodige documenten en inlichtingen te verschaffen die toelaten de echtheid van de aangifte na te gaan.

b) Ambtshalve inkohiering: Bij gebrek aan dergelijke aangifte binnen de vastgestelde termijn, of in geval van fraude, of wanneer de aangifte onjuist of onvolledig is, wordt de belasting van ambtswege ingekohierd. Alvorens tot een ambtshalve inkohiering over te gaan, zullen de motieven voor deze procedure, de elementen van de belasting en het bedrag van de belasting medegedeeld worden aan de belastingplichtige per aangetekend schrijven bij de post. In het geval van een ambtshalve inkohiering, wordt de belasting verhoogd met de helft van het verschuldigde bedrag vermeld in artikel 3. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

c) Controlemaatregelen: De agenten aangesteld door het College van Burgemeester en Schepenen zijn bevoegd tot de vaststelling en/of controle van de heffingsgrondslag en de schendingen van de bepalingen van het huidig reglement. De processen-verbaal die zij opmaken blijven geldig tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 8 :

De belastingplichtige ontvangt ieder jaar een aanslagbiljet, overeenkomstig de ordonnantie dd. 3 april 2014 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het totaal bedrag van de belasting, berekend volgens de modaliteiten, is betaalbaar binnen de twee maanden na ontvangst van het aanslagbiljet. Bij niet-betaling zijn de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten van toepassing. Deze interesten worden berekend vanaf de datum van inkohiering van de belasting. In geval van stopzetting of overdracht zijn de bedragen verschuldigd binnen de vijf dagen van stopzetting of overdracht. De belasting is onmiddellijk verschuldigd indien de belangen van de gemeente in het gedrang komen. In dat geval, informeert de gemeente de belastingplichtige hiervan. De gevolmachtigde blijft verantwoordelijk voor de niet-betaalde belastingen.

VI.

GESCHILLEN

Artikel 9 :

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het College van

Burgemeester en Schepenen dat als administratieve overheid optreedt. Dat bezwaar moet op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde dag die volgt op de datum van verzending van het aanslagbiljet met vermelding van de duur van het bezwaar. Bovendien moet het op straffe van nietigheid schriftelijk worden ingediend. Het moet met reden omkleed zijn. Het is gedateerd en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaarschrift en een uiteenzetting van de feiten en middelen. De indiening van een bezwaarschrift geeft geen vrijstelling tot de betaling van de belasting.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging zal in tweevoud overgemaakt worden aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0003 **Taxe sur les secondes résidences. Exercices 2017 – 2021. Renouvellement.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu sa délibération du 22 décembre 2011, établissant pour les exercices 2012 à 2016 une taxe sur les secondes résidences, approuvée par lettre du 2 mars 2012 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les finances communales ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 de la Région de Bruxelles-capitale, modifiée par l'ordonnance du 12 février 2015, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu le dossier administratif porté ce jour à la connaissance des Conseillers communaux ;

Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant les taux ;

Considérant que le montant annuel de la taxe, même s'il est augmenté par rapport au règlement-taxe précédent, reste bien inférieur à la moyenne des montants en vigueur dans les différentes communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le traitement différencié, qui existe entre les résidents non inscrits à Evere au registre national bénéficiaires d'une seconde résidence et les résidents inscrits à Evere bénéficiaires d'une seconde résidence, trouve sa justification dans l'absence de revenu de la taxe additionnelle à l'I.P.P. concernant les non-inscrits, alors que l'administration communale d'Evere tire ce revenu additionnel pour les résidents

inscrits;

Considérant la nécessité de faire contribuer l'ensemble des résidents au financement des infrastructures et des services communaux, puisque tous en bénéficient directement ou indirectement ;

Considérant qu'il convient de prévoir une imposition réduite pour les logements d'étudiants vu leur moindre capacité contributive et le souhait de ne pas entraver financièrement les projets d'études ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 2015 portant exécution des articles 6, 3°, et 12 de l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'article 6, § 2, de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'art. 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter le règlement-taxe suivant : taxe sur les secondes résidences.

TAXE SUR LES SECONDES RESIDENCES

I. DUREE ET ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1 :

Il est établi à partir du 1^{er} janvier 2017, pour les exercices 2017 à 2021, une taxe sur les secondes résidences.

Article 2 :

Par seconde résidence, il faut entendre tout logement privé, autre que celui affecté à la résidence principale et dont les usagers peuvent disposer à tout moment, que ce soit en qualité de propriétaire, de locataire ou d'usager à titre gratuit. Est censée disposer d'une seconde résidence, la personne qui peut l'occuper même d'une façon intermittente, durant l'année d'imposition.

II. TARIF D'IMPOSITION

Article 3 :

Au 1^{er} janvier 2017, le montant de la taxe est fixé à 725,00 € par an et par résidence. Si le redevable dispose de la seconde résidence moins de 10 mois durant l'exercice, la taxe est établie à 72,50 euros par mois d'occupation. Les parties de mois sont comptées comme mois entiers.

Le montant est augmenté pour les exercices ultérieurs comme suit :

	<u>2017</u>	<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2020</u>	<u>2021</u>
Montant de la taxe par an (>= 10 mois) :	725,00 €	740,00 €	755,00 €	770,00 €	785,00 €

Montant de la taxe par mois (< 10 mois) :	72,50 €	74,00 €	75,50 €	77,00 €	78,50 €
---	---------	---------	---------	---------	---------

Article 4 :

Lorsque le logement est occupé, à titre de résidence non principale, par un étudiant, l'imposition est limitée à 85,00 euros par an. Cette taxe est due pour l'année civile entière, quelle que soit la date à laquelle la seconde résidence pour étudiants a été recensée ou déclarée.

Le montant est augmenté comme suit pour les exercices ultérieurs :

	<u>2017</u>	<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2020</u>	<u>2021</u>
Montant de la taxe par an :	85,00 €	87,00 €	88,00 €	90,00 €	92,00 €

Pour bénéficier de cette limitation, l'étudiant est tenu de produire un certificat de fréquentation scolaire établissant qu'il suit régulièrement, au cours de l'exercice d'imposition, un enseignement de plein exercice.

Lorsque l'usager perd sa qualité d'étudiant au cours de l'exercice d'imposition, le bénéfice de la limitation prévue lui reste acquis pour le restant de l'exercice.

III. REDEVABLES

Article 5 :

Sont redevables de la taxe les personnes non inscrites aux registres de la population d'Evere pour y avoir leur domicile ou résidence principale et qui réunissent en outre une ou plusieurs des conditions ci-après :

1. Etre propriétaire à Evere, d'un logement privé quelconque et s'en réserver l'usage à titre de résidence secondaire ou de pied-à-terre ;
2. Avoir loué à Evere un logement à usage de seconde résidence ou de pied-à-terre ;
3. Exercer à Evere une activité commerciale ou une profession libérale et y disposer d'un logement privé, en plus des locaux destinés à l'exercice de cette activité professionnelle.

IV. EXONERATIONS

Article 6 :

Sont exonérées du paiement de la taxe :

1. Les personnes qui, en vertu d'un accord international, sont dispensées de l'inscription aux registres de la population d'Evere. Pour autant que leur résidence principale soit établie dans la commune, elles sont assimilées aux personnes inscrites dans ces registres ;
2. Les personnes qui, pour des raisons de santé, n'ont d'autre choix que d'occuper un bien en plus de leur lieu principal de résidence. Dans cette hypothèse, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut solliciter des documents démontrant la réalité de cette situation et conditionner le bénéfice

- de l'exonération à leur production ;
3. Les personnes en séjour dans les hôpitaux, les cliniques, les dispensaires et les maisons de repos et/ou de soins reconnues comme telles par la Commission communautaire française, la Commission communautaire commune ou la Communauté flamande.

V. DECLARATION ET MODE DE PAIEMENT

Article 7 :

a) Déclaration: Les assujettis adressent à l'administration communale une déclaration dans un délai de quinze jours calendrier, à partir du moment où les assujettis disposent du logement à titre de résidence secondaire ou de pied-à-terre. Cette déclaration reste valable jusqu'à sa révocation expresse par l'assujetti. La preuve de la révocation incombe à l'assujetti. Ce dernier est tenu de fournir, sur demande, tous documents et renseignements visant à contrôler l'exactitude de sa déclaration.

b) Taxation d'office: A défaut de déclaration dans le délai imparti, ou en cas de fraude, de déclaration incorrecte ou imprécise, la taxe est enrôlée d'office. Avant de procéder à la taxation d'office, les motifs du recours à cette procédure, les éléments de taxation et le montant de la taxe sont notifiés au redevable par lettre recommandée à la poste. En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée de la moitié du montant précisé aux articles 3 et 4. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

c) Mesures de contrôle: Les agents désignés par le Collège des Bourgmestre et Echevins sont qualifiés pour procéder à l'établissement et/ou au contrôle des assiettes fiscales et constater les contraventions aux dispositions du présent règlement. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusque preuve du contraire.

Article 8 :

L'assujetti reçoit chaque année un avertissement - extrait de rôle, conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 de la Région de Bruxelles capitale. Le montant global de la taxe calculé selon les modalités est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement - extrait de rôle. A défaut de paiement, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat. Ces intérêts sont calculés à partir de la date de l'enrôlement de la taxe. En cas de cessation ou de cession, les droits sont payables dans les cinq jours de la cessation ou de la cession. La taxe est payable immédiatement si les droits de la Commune sont en péril. Dans ce cas, la commune en informe le redevable. Le cessionnaire reste redevable des taxes non acquittées.

VI. CONTENTIEUX

Article 9 :

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation. Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit. Elle doit être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner le nom, la qualité, l'adresse ou le siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens. L'introduction d'une réclamation ne dispense pas du paiement de la taxe.

Article 2 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 27 votes positifs.

Belasting op de tweede verblijven. Dienstjaren 2017 – 2021. Hernieuwing.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 22 december 2011, houdende vestiging voor de dienstjaren 2012 tot 2016 van een belastingreglement op de tweede verblijven, goedgekeurd bij brief dd. 2 maart 2012 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de gemeentelijke financiën;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet, dat een budgettair evenwicht aan de gemeenten oplegt;

Gelet op de ordonnantie dd. 3 april 2014 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door de ordonnantie dd. 12 februari 2015, betreffende de vestiging, de invordering en de fiscale geschillen inzake de gemeentebelastingen;

Gelet op het administratief dossier, heden ter kennisgeving overgemaakt aan de gemeenteraadsleden;

Overwegende de noodzaak rekening te houden met de inflatie door de tarieven te indexeren;

Overwegende dat het jaarlijks bedrag van de belasting, zelfs na een verhoging in vergelijking met het vorige belastingreglement, onder het gemiddelde blijft van de bedragen toegepast in de verschillende gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het onderscheid in behandeling tussen de bewoners die in Evere niet ingeschreven zijn in het nationaal register en die een tweede verblijf bezitten en de bewoners die wel ingeschreven zijn in Evere en een tweede verblijf bezitten, zijn rechtvaardiging vindt door de afwezigheid van de bijdrage op de aanvullende belasting van de belasting op de natuurlijke personen voor de niet ingeschreven bewoners, terwijl de gemeente wel deze aanvullende belasting int voor de ingeschreven bewoners;

Overwegende de noodzaak om alle bewoners te laten bijdragen aan de financiering van de infrastructuur en gemeentelijke diensten daar deze iedereen direct of indirect ten goede komen;

Overwegende dat het gepast is een verminderde belasting te voorzien voor studentenverblijven gelet hun mindere capaciteit tot bijdrage en de wens hun studieprojecten niet financieel te willen belemmeren;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering dd. 16 juli 2015, houdende uitvoering van de artikelen 6, 3°, en 12 van de ordonnantie dd. 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 6. § 2. van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende het voorleggen aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1 :

Volgend belastingreglement goed te keuren: belasting op de tweede verblijven.

BELASTING OP DE TWEEDE VERBLIJVEN

I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1 :

Er wordt vanaf 1 januari 2017, voor de dienstjaren 2017 tot 2021, een belasting op de tweede verblijven ingesteld.

Artikel 2 :

Onder tweede verblijf dient men te verstaan iedere private woning, verschillend van deze bestemd als hoofdverblijf en waarover de gebruikers ten alle tijde kunnen beschikken, zij het in de hoedanigheid van eigenaar, huurder of als kosteloze gebruiker. Wordt geacht te beschikken over een tweede verblijf, de persoon die het gedurende het aanslagjaar kan betrekken, zelfs indien dit met tussenpozen gebeurt.

II. BELASTINGTARIEF

Artikel 3 :

Op 1 januari 2017 wordt het bedrag van de belasting vastgesteld op 725,00 € per jaar en per verblijf. Indien de belastingplichtige beschikt over de tweede verblijfplaats gedurende minder dan 10 maanden, wordt de belasting berekend aan 72,50 € per maand bezetting. De gedeelten van een maand worden als volledige maand aanzien.

Het bedrag zal de komende jaren als volgt verhoogd worden:

2017 2018 2019 2020 2021

Bedrag van de					
belasting per	725,00	740,00	755,00	770,00	785,00
jaar	€	€	€	€	€
(>= 10					
maanden):					

Bedrag van de
belasting per 72,50 € 74,00 € 75,50 € 77,00 € 78,50
maand €
(< 10
maanden):

Artikel 4 :

Wanneer de woonst als niet-hoofdverblijfplaats betrokken wordt door een student, wordt de belasting verminderd tot 85 € per jaar. Deze belasting is voor het hele burgerlijke jaar verschuldigd, welke ook de datum waarop het tweede verblijf voor studenten geregistreerd of aangegeven werd.

Het bedrag zal de komende jaren als volgt verhoogd worden:

	<u>2017</u>	<u>2018</u>	<u>2019</u>	<u>2020</u>	<u>2021</u>
Bedrag van de	85,00	87,00	88,00	90,00	92,00
belasting per jaar:	€	€	€	€	€

Om van deze vermindering te kunnen genieten, dient de student een schoolgetuigschrift in te dienen, waarin wordt vastgesteld dat hij regelmatig tijdens het belastingjaar een onderwijs met volledig leerplan volgt.

Wanneer de gebruiker zijn hoedanigheid van student verliest tijdens het belastingjaar, blijft het belastingsvoordeel hem voorbehouden voor de rest van het dienstjaar.

III. BELASTINGPLICHTIGEN

Artikel 5 :

Zijn de belasting verschuldigd, de personen die niet ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van Evere als hebbende er hun woonplaats of hoofdverblijfplaats en die bovendien aan één of meerdere onderstaande voorwaarden voldoen:

1. Eigenaar te zijn te Evere van gelijk welke private woning en zich het gebruik ervan voorbehouden bij wijze van tweede verblijf of optrekje;
2. Een woning te Evere gehuurd hebben als tweede verblijf of optrekje;
3. Een handelsbedrijvigheid of vrij beroep uitoefenen te Evere en er beschikken over een private woning buiten de lokalen bestemd tot de uitoefening van deze beroepsbezigheid.

IV. VRIJSTELLINGEN

Artikel 6 :

Zijn vrijgesteld van de betaling van de belasting:

1. De personen die, krachtens een internationale overeenkomst, vrijgesteld zijn van inschrijving in het bevolkingsregister van Evere. Voor zover hun hoofdverblijfplaats in de gemeente gevestigd is, worden ze gelijkgesteld met de in de registers ingeschreven personen;
2. De personen die, omwille van gezondheidsredenen, geen andere keuze hebben dan een goed te bewonen naast hun hoofdverblijfplaats. Gegeven deze

hypothese, kan het College van Burgemeester en Schepenen de nodige documenten verzoeken die de werkelijkheid van deze situatie aantonen en de voorwaarde van het voordeel van deze vrijstelling staven;

3. De personen die verblijven in hospitalen, klinieken, poliklinieken en rusthuizen en/of zorghuizen erkend door de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Vlaamse Gemeenschap.

V.

AANGIFTE EN WIJZE VAN BETALING

Artikel 7 :

a) Aangifte: De belastingplichtigen dienen binnen de veertien dagen vanaf het moment van beschikking van de woonst als tweede verblijf of optrekje, een aangifte in te dienen bij het gemeentebestuur. Deze verklaring blijft geldig tot haar uitdrukkelijke opzegging door de belastingplichtige. Het bewijs van de opzegging is ten laste van de belastingplichtige. Deze laatste is ertoe gehouden om, op aanvraag, alle nodige documenten en inlichtingen te verschaffen die toelaten de echtheid van de aangifte na te gaan.

b) Ambtshalve inkohiering: Bij gebrek aan dergelijke aangifte binnen de vastgestelde termijn, of in geval van fraude, of wanneer de aangifte onjuist of onvolledig is, wordt de belasting van ambtswege ingekohierd. Alvorens tot een ambtshalve inkohiering over te gaan, zullen de motieven voor deze procedure, de elementen van de belasting en het bedrag van de belasting medegedeeld worden aan de belastingplichtige per aangetekend schrijven bij de post. In het geval van een ambtshalve inkohiering, wordt de belasting verhoogd met de helft van het verschuldigde bedrag vermeld in artikels 3 en 4. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

c) Controlemaatregelen: De agenten aangesteld door het College van Burgemeester en Schepenen zijn bevoegd tot de vaststelling en/of controle van de heffingsgrondslag en de schendingen van de bepalingen van het huidig reglement. De processen-verbaal die zij opmaken blijven geldig tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 8 :

De belastingplichtige ontvangt ieder jaar een aanslagbiljet, overeenkomstig de ordonnantie dd. 3 april 2014 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het totaal bedrag van de belasting, berekend volgens de modaliteiten, is betaalbaar binnen de twee maanden na ontvangst van het aanslagbiljet. Bij niet-betaling zijn de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten van toepassing. Deze interesten worden berekend vanaf de datum van inkohiering van de belasting. In geval van stopzetting of overdracht zijn de bedragen verschuldigd binnen de vijf dagen van stopzetting of overdracht. De belasting is onmiddellijk verschuldigd indien de belangen van de gemeente in het gedrang komen. In dat geval, informeert de gemeente de belastingplichtige hiervan. De gevolmachtigde blijft verantwoordelijk voor de niet-betaalde belastingen.

VI.

GESCHILLEN

Artikel 9 :

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen dat als administratieve overheid optreedt. Dat bezwaar moet op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde dag die volgt op de datum van verzending van het aanslagbiljet met vermelding van de duur van het bezwaar. Bovendien moet het op straffe van nietigheid

schriftelijk worden ingediend. Het moet met reden omkleed zijn. Het is gedateerd en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaarschrift en een uiteenzetting van de feiten en middelen. De indiening van een bezwaarschrift geeft geen vrijstelling tot de betaling van de belasting.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging in tweevoud over te maken aan de toezichhoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0004 **Fabrique d’Eglise de Saint-Joseph – Budget de l’exercice 2017. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le budget pour l’exercice 2017 de la Fabrique d’Eglise de Saint-Joseph, arrêté par son Conseil de fabrique le 29 août 2016 comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excédent
Budget pour l'exercice 2017	54.697,20€	54.697,20€	0,00€

Considérant que le budget 2017 se clôture en équilibre sans intervention pécuniaire de la commune;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d’église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D’émettre un AVIS FAVORABLE au sujet de l’approbation par l’autorité supérieure du budget pour l'exercice 2017 de la Fabrique d’Eglise de Saint-Joseph.

Article 2 :

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale la présente délibération et le dossier en 5 exemplaires.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à

l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 21 votes positifs, 6 abstentions.

Kerkfabriek van Sint-Jozef - Begroting voor het dienstjaar 2017. Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Sint-Jozef, afgesloten als volgt door haar kerkraad op 29 augustus 2016;

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
Begroting voor het dienstjaar 2017	54.697,20€	54.697,20€	0,00€

Overwegende dat de begroting 2017 een evenwicht vertoont zonder financiële tussenkomst van de gemeente;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een GUNSTIG ADVIES uit te brengen nopens de goedkeuring door de hogere overheid betreffende de begroting voor het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek Sint-Jozef.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging en het dossier in 5 exemplaren over te maken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 21 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

24.11.2016/A/0005 **Vote de crédits budgétaires provisoires pour les mois de janvier, février et mars de l'exercice 2017.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant règlement général de la comptabilité communale (art. 14);

Considérant que le budget communal pour l'exercice 2017 ne sera probablement pas voté en 2016;

Considérant l'absence éventuelle d'un budget communal, la bonne gestion des affaires communales requiert des mesures de précaution pour le proche avenir, que dès lors il importe de pourvoir à l'engagement et à la liquidation des dépenses pour les mois de janvier, février et mars 2017;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

De fixer pour les mois de janvier, février et mars de l'exercice 2017 trois douzièmes provisoires.

Article 2 :

D'imputer et de liquider sur ces crédits provisoires les dépenses qui s'avèrent indispensables pour le fonctionnement normal des services et des établissements communaux.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

27 votants : 17 votes positifs, 10 abstentions.

Stemming van voorlopige budgetaire kredieten voor de maanden januari, februari en maart van het dienstjaar 2017.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het koninklijk besluit dd. 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding (artikel 14);

Overwegende dat de gemeentebegroting voor dienstjaar 2017 waarschijnlijk niet zal gestemd worden in 2016;

Overwegende de eventuele afwezigheid van een gemeentelijke begroting, het goed beheer der gemeentezaken het nemen van voorzorgsmaatregelen voor de nabije toekomst vereist en er derhalve dient voorzien te worden in de aanwending en uitbetaling van de uitgaven, voor de maanden januari, februari en maart 2017;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1 :

Voor de maanden januari, februari en maart van het dienstjaar 2017 drie voorlopige twaalfden vast te stellen.

Artikel 2 :

Op deze voorlopige twaalfden zullen de uitgaven aangewend en vereffend worden, die voor de normale gang der gemeentelijke diensten en inrichtingen onontbeerlijk zijn.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 stemmers : 17 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Guy Vanhengel entre en séance / treedt in zitting

SECTEUR VIE CITOYENNE - SECTOR MAATSCHAPPELIJK LEVEN

24.11.2016/A/0006 **Avenant à la convention-cadre entre la commune d'Evere et la zone de police 5344 dans le cadre de la politique locale de prévention et de sécurité intégrale - Collaboration entre le Service d'encadrement des mesures judiciaires alternatives et la zone de police**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la convention-cadre établie entre la commune et la zone de police 5344 dans le cadre de la politique locale de prévention et de sécurité intégrale, approuvée par le Conseil communal du 22.12.2011 ;

Considérant la volonté de collaboration entre le Service d'encadrement des mesures judiciaires alternatives et la zone de police ;

Vu qu'il est opportun de formaliser cette collaboration ;

Vu la proposition de protocole de collaboration transmise par la zone de police ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1

D'approuver le protocole de collaboration entre le Service d'encadrement des mesures judiciaires alternatives et la zone de police, avenant à la convention-cadre entre la commune et la zone de police 5344 dans le cadre de la politique locale de prévention et de sécurité intégrale, pour la période du 01.10.2016 au 30.09.2017.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Aanhangsel aan de raamovereenkomst tussen de gemeente Evere en de politiezone 5344 in het kader van het lokaal integraal preventie- en veiligheidsbeleid - Samenwerking tussen de Omkaderingsdienst Alternatieve Gerechtelijke Maatregelen en de politiezone

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de raamovereenkomst tussen de gemeente en de politiezone 5344 in het kader van het lokaal integraal preventie- en veiligheidsbeleid, goedgekeurd door de Gemeenteraad van 22.12.2011;

Overwegende de wens tot samenwerking tussen de Omkaderingdienst Alternatieve Gerechtelijke Maatregelen en de politiezone;

Gelet dat het wenselijk is de samenwerking te formaliseren;

Gelet op het voorstel tot samenwerkingsprotocol overgemaakt door de politiezone ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Besluit:

Artikel I:

Het samenwerkingsprotocol, als bijlage, tussen de Omkaderingdienst Alternatieve Gerechtelijke Maatregelen en de politiezone, aanhangsel aan de raamovereenkomst tussen de gemeente Evere en de politiezone 5344 in het kader van het lokaal integraal

preventie- en veiligheidsbeleid, voor de periode van 01.10.2016 tot 30.09.2017, goed te keuren.

Artikel 2:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0007 **Convention de collaboration entre la commune d'Evere et l'asbl Egregoros dans le cadre du Plan local de Prévention et de Proximité 2016-2019.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 septembre 2016 accordant une subvention globale de 125.638.896 euros aux communes dans le cadre du Plan bruxellois de Prévention et de Proximité 2016-2019 ;

Vu l'attribution de moyens financiers par la Région de Bruxelles-Capitale aux communes bruxelloises dans le cadre du Plan bruxellois de Prévention et de Proximité 2016-2019 ;

Considérant que l'article 3, §2, al. 2 de l'arrêté susmentionné prévoit que les bénéficiaires transmettent à Bruxelles Prévention & Sécurité leur Diagnostic local de Sécurité et les conventions de partenariats qu'ils ont établies avec des tiers dans le cadre des priorités définies à l'art. 2 § 2 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide:

Article 1:

D'approuver la convention de collaboration, en annexe, entre la commune d'Evere et l'ASBL Egregoros dans le cadre du Plan Local de Prévention et de Proximité 2016-2019, pour la période du 01.01.2016 au 31.12.2019.

Article 2:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Evere en de vzw Egregoros in het kader van het Lokaal Preventie-en Buurtplan 2016-2019.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende toekenning van een globale subsidie van 125.638.896 euro aan de gemeenten in het kader van het Brussels Preventie- en Buurtplan 2016-2019;

Gelet op de toekenning van financiële middelen door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de Brusselse gemeenten in het kader van het Brussels Preventie- en Buurtplan 2016-2019;

Overwegende dat artikel 3, §2, al. 2 van het vermelde besluit voorziet dat de begunstigden hun Lokale Veiligheidsdiagnose en de partnerschapsovereenkomsten naar Brussel Preventie & Veiligheid versturen die zij met derden hebben gesloten in de context van de prioriteiten omschreven in art. 2 § 2.

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

Besluit:

Artikel 1:

De samenwerkingsovereenkomst, als bijlage, tussen de gemeente Evere en de VZW Egregoros in het kader van Lokaal Preventie-en Buurtplan 2016-2019, voor de periode van 01.01.2016 tot 31.12.2019, goed te keuren.

Artikel 2:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0008 **Subside à l'asbl La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires pour l'année 2016.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 635.874,93 € inscrit à l'article budgétaire 30022/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver la convention de collaboration, en annexe, entre la commune d'Evere et l'asbl La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires, pour la période du 01.01.2016 au 31.12.2016.

Article 2:

D'octroyer un subside de 17.500,00 € à l'asbl La cohésion sociale d'Evere - Actions communautaires.

La cohésion sociale d'Evere - Actions communautaires Asbl
Square S. Hoedemaekers 10 - 1140 Evere
NE: 0462.885.879.

Article 3:

De comptabiliser cette dépense à l'article budgétaire 30022/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 4:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Toelage aan de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires voor het jaar 2016.

Deze beslissing zal aan de Gemeenteraad voorgesteld worden.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 635.874,93 € ingeschreven op het begrotingsartikel 30022/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016, houdende de toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

De samenwerkingsovereenkomst, als bijlage, tussen de gemeente Evere en de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires, voor de periode van 01.01.2016 tot 31.12.2016, goed te keuren.

Artikel 2:

Een toelage van 17.500,00 € toe te kennen aan de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires.

La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires VZW
S. Hoedemaekerssquare 10 - 1140 Evere
ON: 0462.885.879

Artikel 3:

Die uitgave op het begrotingsartikel 30022/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 4:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0009 **Dispositif d'Accrochage Scolaire : soldes 2015-2016 et avances 2016-2017.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 332.860,00 € inscrit sur l'article budgétaire 762/332 02 du budget ordinaire de l'exercice 2016, accordant des subsides aux organismes au service des ménages ;

Vu le crédit de 70.000,00 € inscrit sur l'article budgétaire 762/465-48 des recettes ordinaires de l'exercice 2016, relatif aux contributions spécifiques de l'autorité supérieure ;

Vu l'octroi à l'Administration communale d'Evere, par la Région de Bruxelles-Capitale, des soldes des subsides destinés aux projets menés dans différents établissements scolaires éverois durant l'année scolaire 2015-2016 dans le cadre du Dispositif d'Accrochage Scolaire ;

Vu l'octroi à l'Administration communale d'Evere, par la Région de Bruxelles-Capitale, des avances des subsides destinés aux projets menés dans différents établissements scolaires éverois durant l'année scolaire 2016-2017 dans le cadre du Dispositif d'Accrochage Scolaire ;

Considérant qu'il y a lieu de rétrocéder ces subsides auxdits établissements scolaires ;

Vu le caractère financièrement neutre de cette opération pour l'Administration communale d'Evere ;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

De rétrocéder les subsides suivants à titre de soldes des subventions « Dispositif d'Accrochage Scolaire » pour l'année scolaire 2015-2016 :

- Projet "Ev.3" Ecole Aurore	3.360,00 €
- Projet "Ev.4" Ecole Notre-Dame	1.045,00 €
- Projet "Ev.5" Ecole Clair-Vivre	705,00 €
- Projet "Ev.6" Ecole Clair-Vivre	983,40 €
- Projet "Ev.8" Athénée Royal d'Evere	301,40 €
- Projet "Ev.9" Sint-Jozefsschool	1.456,00 €
- Projet "Ev.10" VBS Onze-Lieve-Vrouw	1.456,00 €

Article 2 :

De liquider ces montants au prorata des parts versées par la Région sur base des pièces justificatives.

Article 3 :

De rétrocéder les subsides suivants à titre d'avances (60%) des subventions « Dispositif

d'Accrochage Scolaire » pour l'année scolaire 2016-2017 :

- Projet "Ev.1" Athénée royal d'Evere	3.510,00 €
- Projet "Ev.2" Ecole St-Joseph	840,00 €
- Projet "Ev.3" Ecole Aurore	5.040,00 €
- Projet "Ev.4" Ecole Notre-Dame	1.680,00 €
- Projet "Ev.5" Ecole Clair-Vivre	5.166,00 €
- Projet "Ev.6" Ecole Clair-Vivre	2.520,00 €
- Projet "Ev.7" La Source	1.257,60 €
- Projet "Ev.8" Athénée royal d'Evere	873,60 €
- Projet "Ev.9" Athénée royal d'Evere	873,60 €
- Projet "Ev.10" Athénée royal d'Evere	1.747,20 €
- Projet "Ev.11" VBS Onze-Lieve-Vrouw	900,00 €
- Projet "Ev.12" VBS Onze-Lieve-Vrouw	900,00 €
- Projet "Ev.13" Sint-Jozefsschool	900,00 €
- Projet "Ev.14" GBS Everheide	900,00 €

Article 4 :

De comptabiliser la dépense totale de 36.414,80 € sur l'article budgétaire 762/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 5 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Programma Preventie Schoolverzuim: saldi 2015-2016 en voorschotten 2016-2017.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 332.860,00 € ingeschreven op begrotingsartikel 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016, houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op het krediet van 70.000,00 € ingeschreven op begrotingsartikel 762/465-48

van de gewone ontvangsten voor het dienstjaar 2016, betreffende specifieke bijdragen van de hogere overheden;

Gelet op de toekenning aan het Gemeentebestuur van Evere, door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de saldi van de toelagen bestemd voor de projecten die in verschillende Everse scholen uitgevoerd werden tijdens het schooljaar 2015-2016 in het kader van het Programma Preventie Schoolverzuim;

Gelet op de toekenning aan het Gemeentebestuur van Evere, door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, van de voorschotten van de toelagen bestemd voor de projecten die in verschillende Everse scholen uitgevoerd worden tijdens het schooljaar 2016-2017 in het kader van het Programma Preventie Schoolverzuim;

Overwegende dat deze toelagen aan de betrokken scholen moeten doorgestort worden;

Gelet op het financieel neutrale karakter van die operatie voor het Gemeentebestuur van Evere;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op het voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De volgende toelagen weder af te staan, als saldi van de toelagen "Programma Preventie Schoolverzuim" voor het schooljaar 2015-2016:

- Project "Ev.3" Ecole Aurore	3.360,00 €
- Project "Ev.4" Ecole Notre-Dame	1.045,00 €
- Project "Ev.5" Ecole Clair-Vivre	705,00 €
- Project "Ev.6" Ecole Clair-Vivre	983,40 €
- Project "Ev.8" Athénée Royal d'Evere	301,40 €
- Project "Ev.9" Sint-Jozefsschool	1.456,00 €
- Project "Ev.10" VBS Onze-Lieve-Vrouw	1.456,00 €

Artikel 2 :

Deze bedragen te vereffenen naar evenredigheid van de door het Gewest gestorte gedeelten op basis van de bewijsstukken.

Artikel 3 :

De volgende toelagen weder af te staan, als voorschotten (60%) van de toelagen "Programma Preventie Schoolverzuim" voor het schooljaar 2016-2017:

- Project "Ev.1" Athénée royal d'Evere	3.510,00 €
- Project "Ev.2" Ecole St-Joseph	840,00 €
- Project "Ev.3" Ecole Aurore	5.040,00 €
- Project "Ev.4" Ecole Notre-Dame	1.680,00 €
- Project "Ev.5" Ecole Clair-Vivre	5.166,00 €
- Project "Ev.6" Ecole Clair-Vivre	2.520,00 €
- Project "Ev.7" Ecole La Source	1.257,60 €
- Project "Ev.8" Athénée royal d'Evere	873,60 €
- Project "Ev.9" Athénée royal d'Evere	873,60 €
- Project "Ev.10" Athénée royal d'Evere	1.747,20 €
- Project "Ev.11" VBS Onze-Lieve-Vrouw	900,00 €
- Project "Ev.12" VBS Onze-Lieve-Vrouw	900,00 €
- Project "Ev.13" Sint-Jozefsschool	900,00 €
- Project "Ev.14" GBS Everheide	900,00 €

Artikel 4 :

De totale uitgave van 36.414,80 € op begrotingsartikel 762/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0010 **Subsides aux mouvements de jeunesse - 2016.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 10.500,00€ inscrit à l'article budgétaire 761/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu les rapports d'activités introduits;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'allouer des subsides à divers mouvements de jeunesse selon la répartition suivante :

86ème Unité F.C.S. - Scouts

Nadine Jaspers
rue Puccini, 104 - 1070 Anderlecht
Association de fait
483,24€

105ème unité F.C.S - Scouts

Jennifer Apers
Grand rue au Bois, 178 - 1030 Schaerbeek
Association de fait
1.900,25€

Maison de jeunes Regard asbl

rue des Deux Maisons, 30 - 1140 Evere
NE : 0503.914.802
1.006,21€

Jeugdhuis MJ 't Schab asbl

Rue du Tilleul, 165 - 1140 Evere
NE : 0457.067.958
344,36 €

Jeugdatelier Het Evertje

Anne Schoonejans
rue Saint-Vincent, 30 - 1140 Evere
Association de fait
654,67€

Scouts en Gidsen Evere

Bart Van Assche
rue Saint-Vincent, 47 - 1140 Evere
Association de fait
611,27€

Article 2 :

De compatibiliser la dépense totale de 5.000,00€ sur l'article budgétaire 761/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Toelagen aan de jeugdbewegingen - 2016.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 10.500,00€ ingeschreven op het begrotingsartikel 761/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016, houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op de ingediende activiteitenverslagen;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Toelagen toe te kennen aan verschillende jeugdbewegingen volgens de volgende verdeling:

86ème Unité F.C.S. - Scouts

Nadine Jaspers
Puccinistraat, 104 - 1070 Anderlecht
Feitelijke vereniging

483,24€

105ème unité F.C.S - Scouts

Jennifer Apers
Grote Bosstraat, 178 -1030 Schaarbeek
Feitelijke vereniging
1.900,25€

Maison de jeunes Regard vzw

Twee Huizenstraat, 30 - 1140 Evere
ON: 0503.914.802
1.006,21 €

Jeugdhuis MJ 't Schab vzw

Lindestraat, 165 - 1140 Evere
ON: 0457.067.958
344,36€

Jeugdatelier Het Evertje

Anne Schoonejans
Sint-Vincentiusstraat, 30 - 1140 Evere
Feitelijke vereniging
654,67€

Scouts en Gidsen Evere

Bart Van Assche
Sint-Vincentiusstraat, 47 - 1140 Evere
Feitelijke vereniging
611,27€

Artikel 2:

De totale uitgave van 5.000,00€ op het begrotingsartikel 761/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0011 **Subsides à divers clubs sportifs.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 21.000,00 € inscrit à l'article budgétaire 764/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016 accordant des subsides aux organismes au service des ménages ;

Vu les rapports d'activités introduits ;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins :

DECIDE :

Article 1 :

D'allouer des subsides à divers clubs sportifs selon la répartition suivante :

Sporta Evere Volley asbl
Avenue des Pagodes, 27 bte 2 - 1020 Bruxelles
NE : 0429.766.319
Montant : 250,00 €

Aqua Club Evere asbl
Avenue F. Guillaume, 53 bte 14 - 1140 Evere
NE : 0456.464.677
Montant : 1.000,00 €

Ascades asbl
Avenue H. Dunant, 14 bte 16 - 1140 Evere
NE : 0895.854.782
Montant : 400,00 €

Avenir Evere Basket Club asbl
Rue Val de Marne, 6 - 1140 Evere
NE : 0860.853.620
Montant : 750,00 €

Brussels Europe Fencing Forever asbl
Avenue F. Guillaume, 31 bte 2 - 1140 Evere
NE : 0811.101.726
Montant : 250,00 €

Brussels Handball Club asbl
Rue Vanden Bossche, 79 - 1140 Evere
NE : 0875.359.969
Montant : 50,00 €

Brussels Tigers asbl
Rue Docteur Elie Lambotte, 56 - 1030 Schaerbeek

NE : 0464.624.456
Montant : 1.100,00 €

Club Horizon asbl
Avenue des Anciens Combattants, 350 - 1140 Evere
NE : 0463.708.597
Montant : 500,00 €

De Gouden Pijl asbl
Rue E. Stuckens, 45 - 1140 Evere
NE : 0409.525.684
Montant : 200,00 €

Dragon Club Academy asbl
Rue de Wautier, 69 - 1020 Bruxelles
NE : 0812.278.592
Montant : 1.100,00 €

Etoile de Destrier (association de fait)
Abdelhakim Bouazza
Avenue F. Guillaume, 18 - 1140 Evere
NN : 86.08.26-295.11
Montant : 75,00 €

Evere Badminton Club asbl
Rue H. Krains, 23 - 1030 Schaerbeek
NE : 0475.257.141
Montant : 500,00 €

Evere Green-Life TC asbl
Avenue F. Villon, 44 - 1140 Evere
NE : 0828.398.410
Montant : 700,00 €

Evere Move United (association de fait)
Bryan Vanbellingen
Chaussée de Louvain, 815 - 1140 Evere
NN : 95.10.16-385.36
Montant : 25,00 €

Everest Action asbl
Rue V. Van Gogh, 10 bte 10 - 1140 Evere
NE : 0565.924.031
Montant : 300,00 €

Club n°1 asbl (Judo Club Evere)
Avenue Victor Rousseau, 33 - 1190 Bruxelles
NE : 0860.164.425
Montant : 210,00 €

Les coquelicots d'Evere asbl

Rue de Paris, 39/41 - 1140 Evere
NE : 0656.957.244
Montant : 50,00 €

Les Astéries asbl
Rue Van Obberghen, 22 - 1140 Evere
NE : 0451.320.214
Montant : 50,00 €

Les Dauphins (association de fait)
Jean-Marc Heer
Rue E. Degas, 4 bte 2 - 1140 Evere
NN : 64.07.13-139.88
Montant : 50,00 €

Maison de jeunes Regard asbl
Rue des Deux Maisons, 30 - 1140 Evere
NE : 0503.914.802
Montant : 500,00 €

Olympic Evere Gym asbl
Avenue des Anciens Combattants, 89 bte 1 - 1140 Evere
NE : 0476.059.469
Montant : 500,00 €

La Palette Evere (association de fait)
Jean-Marie Albert
Avenue L. Piérard, 40 bte 4 - 1140 Evere
NN : 43.09.13-275.10
Montant : 200,00 €

Phoenix Fellows (association de fait)
Nathalie Donnay
Allées du Languedoc 1A/20 - 1140 Evere
NN : 76.01.09-366.94
Montant : 50,00 €

Vision asbl
Chaussée d'Helmet, 388 - 1030 Schaerbeek
NE : 0471.369.619
Montant : 800,00 €

Royal Elan AC Evere (association de fait)
Jean-François Lemoine
Clos de la Ballade, 2 - 1140 Evere
NN : 60.08.02-553.24
Montant : 145,00 €

Royal Evere White Star Hockey asbl
Avenue des Anciens Combattants, 350 - 1140 Evere
NE : 0436.280.957

Montant : 2.500,00 €

Shitokai Karaté Evere asbl
Rue A. De Brandt, 23 bte 6 - 1140 Evere
NE : 0818.530.243
Montant : 730,00 €

Sporta Evere Gym asbl
Avenue du Capricorne, 2 - 1200 Bruxelles
NE : 0875.154.289
Montant : 500,00 €

Stade Everois R.C. asbl
Rue Stroobants, 75 - 1140 Evere
NE : 0465.078.277
Montant : 5.000,00 €

SV Beertjes (association de fait)
Erik Hendricks
Rue Van Obberghen, 23 bte 3 - 1140 Evere
NN : 67.05.04-003.58
Montant : 80,00 €

Turnkring Hermelijn (association de fait)
Marie-Elise Lethist
Avenue Van Leeuw, 52 - 1140 Evere
NN : 61.07.21-208.07
Montant : 50,00 €

Everse ZwemclubTybaert asbl
Avenue Van Crombrughe, 102 - 1150 Bruxelles
NE : 0870.335.765
Montant : 700,00 €

Yoga Centrum (association de fait)
Elvire Druyts
Avenue de l'Oudkapelleke, 5 bte 67 - 1140 Evere
NN : 32.08.14-004.13
Montant : 50,00 €

Yoga Notre-Dame (association de fait)
Patricia Boucart
Avenue des Anciens Combattants, 86 bte 9 - 1140 Evere
NN : 52.07.05-364.45
Montant : 125,00 €

Graine de Sport asbl
Avenue Nouvelle, 124 - 1040 Etterbeek
NE : 0840.199.350
Montant : 400,00 €

Brussels Ironman NATO (association de fait)
René Moreau
Rue du Château Beyaerd, 66 - 1120 Bruxelles
NN : 59.03.27-327.26
Montant : 50,00 €

Brussels Basketball asbl
Rue Paul Janson, 13 - 1020 Bruxelles
NE : 0816.954.388
Montant : 1.000,00 €

Article 2 :

De comptabiliser la dépense totale de 20.940,00 € sur l'article budgétaire 764/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Toelagen aan verschillende sportclubs.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 21.000,00 € ingeschreven op de begrotingsartikel 764/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016, houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op de ingediende activiteitsverslagen;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT:

Artikel 1:

Toelagen aan verschillende sportclubs volgens de volgende verdeling toe te kennen:

Sporta Evere Volley vzw

Pagodenlaan, 27 bus 2 - 1020 Brussel
ON: 0429.766.319
Bedrag: 250,00 €

Aqua Club Evere vzw
F. Guillaumelaan, 53 bus 14 - 1140 Evere
ON: 0456.464.677
Bedrag: 1.000,00 €

Ascades vzw
H. Dunantlaan, 14 bus 16 - 1140 Evere
ON: 0895.854.782
Bedrag: 400,00 €

Avenir Evere Basket Club vzw
Marnedal, 6 - 1140 Evere
ON: 0860.853.620
Bedrag: 750,00 €

Brussels Europe Fencing Forever vzw
F. Guillaumelaan, 31 bus 2 - 1140 Evere
ON: 0811.101.726
Bedrag: 250,00 €

Brussels Handball Club vzw
Vanden Bosschestraat, 79 - 1140 Evere
ON: 0875.359.969
Bedrag: 50,00 €

Brussels Tigers vzw
Dokter Elie Lambottestraat, 56 - 1030 Schaarbeek
ON: 0464.624.456
Bedrag: 1.100,00 €

Club Horizon vzw
Oud-Strijderslaan, 350 - 1140 Evere
ON: 0463.708.597
Bedrag: 500,00 €

De Gouden Pijl vzw
E. Stuckensstraat, 45 - 1140 Evere
ON: 0409.525.684
Bedrag: 200,00 €

Dragon Club Academy vzw
de Wautierstraat, 69 - 1020 Brussel
ON: 0812.278.592
Bedrag: 1.100,00 €

Etoile de Destrier (feitelijke vereniging)
Abdelhakim Bouazza

F. Guillaumelaan, 18 - 1140 Evere
Rijksregisternummer: 86.08.26-295.11
Bedrag: 75,00 €

Evere Badminton Club vzw
H. Krainsstraat, 23 - 1030 Schaarbeek
ON: 0475.257.141
Bedrag: 500,00 €

Evere Green-Life TC vzw
F. Villonlaan, 44 - 1140 Evere
ON: 0828.398.410
Bedrag: 700,00 €

Evere Move United (feitelijke vereniging)
Bryan Vanbellingen
Leuvensesteenweg, 815 - 1140 Evere
Rijksregisternummer: 95.10.16-385.36
Bedrag: 25,00 €

Everest Action vzw
V. Van Goghstraat, 10 bus 10 - 1140 Evere
ON: 0565.924.031
Bedrag: 300,00 €

Club n°1 vzw (Judo Club Evere)
Victor Rousseaulaan, 33 - 1190 Brussel
ON: 0860.164.425
Bedrag: 210,00 €

Les coquelicots d'Evere vzw
Parijsstraat, 39/41 - 1140 Evere
ON: 0656.957.244
Bedrag: 50,00 €

Les Astéries vzw
Van Obberghenstraat, 22 - 1140 Evere
ON: 0451.320.214
Bedrag: 50,00 €

Les Dauphins (feitelijke vereniging)
Jean-Marc Heer
E. Degasstraat, 4 bus 2 - 1140 Evere
Rijksregisternummer: 64.07.13-139.88
Bedrag: 50,00 €

Maison de jeunes Regard vzw
Twee Huizenstraat, 30 - 1140 Evere
ON: 0503.914.802
Bedrag: 500,00 €

Olympic Evere Gym vzw
Oud-Strijderslaan, 89 bus 1 - 1140 Evere
ON: 0476.059.469
Bedrag: 500,00 €

La Palette Evere (feitelijke vereniging)
Jean-Marie Albert
L. Piérardlaan, 40 bus 4 - 1140 Evere
Rijksregisternummer: 43.09.13-275.10
Bedrag: 200,00 €

Phoenix Fellows (feitelijke vereniging)
Nathalie Donnay
Languedoc wandelwegen, 1A/20 - 1140 Evere
Rijksregisternummer: 76.01.09-366.94
Bedrag: 50,00 €

Vision vzw
Helmetseseenweg, 388 - 1030 Schaarbeek
ON: 0471.369.619
Bedrag: 800,00 €

Royal Elan AC Evere (feitelijke vereniging)
Jean-François Lemoine
Balladegaarde, 2 - 1140 Evere
Rijksregisternummer: 60.08.02-553.24
Bedrag: 145,00 €

Royal Evere White Star Hockey vzw
Oud-Strijderslaan, 350 - 1140 Evere
ON: 0436.280.957
Bedrag: 2.500,00 €

Shitokai Karaté Evere vzw
A. De Brandtstraat, 23 bus 6 - 1140 Evere
ON: 0818.530.243
Bedrag: 730,00 €

Sporta Evere Gym vzw
Steenboklaan, 2 - 1200 Brussel
ON: 0875.154.289
Bedrag: 500,00 €

Stade Everois R.C. vzw
Stroobantsstraat, 75 - 1140 Evere
ON: 0465.078.277
Bedrag: 5.000,00 €

SV Beertjes (feitelijke vereniging)
Erik Hendricks
Van Obberghenstraat, 23 bus 3 - 1140 Evere

Rijksregisternummer: 67.05.04-003.58
Bedrag: 80,00 €

Turnkring Hermelijn (feitelijke vereniging)
Marie-Elise Lethist
Van Leeuwlaan, 52 - 1140 Evere
Rijksregisternummer: 61.07.21-208.07
Bedrag: 50,00 €

Everse ZwemclubTybaert vzw
Van Crombrugghelaan, 102 - 1150 Brussel
ON: 0870.335.765
Bedrag: 700,00 €

Yoga Centrum (feitelijke vereniging)
Elvire Druyts
Oudkapellekelaan, 5 bus 67 - 1140 Evere
Rijksregisternummer: 32.08.14-004.13
Bedrag: 50,00 €

Yoga Notre-Dame (feitelijke vereniging)
Patricia Boucart
Oud-Strijderslaan, 86 bus 9 - 1140 Evere
Rijksregisternummer: 52.07.05-364.45
Bedrag: 125,00 €

Graine de Sport vzw
Nieuwelaan, 124 - 1040 Etterbeek
ON: 0840.199.350
Bedrag: 400,00 €

Brussels Ironman NATO (feitelijke vereniging)
René Moreau
Kasteel Beyaerdstraat, 66 - 1120 Brussel
Rijksregisternummer: 59.03.27-327.26
Bedrag: 50,00 €

Brussels Basketball vzw
Paul Jansonstraat, 13 - 1020 Brussel
ON: 0816.954.388
Bedrag: 1.000,00 €

Artikel 2:

De totale uitgave van 20.940,00 € op de begrotingsartikel 764/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0012 **Subvention "Journées musicales 2016" à l'asbl "Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere".**

Vu les crédits de 10.500,00€ inscrit à l'article budgétaire 761/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Considérant que la liquidation de la subvention se fera au vu du rapport d'activités introduit par l'association;

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer une subvention de 5.500,00€ pour les "Journées musicales 2016" à l'asbl "Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere" pour la coordination et l'organisation des journées musicales durant l'année 2016 à destination des six écoles francophones d'Evere.

Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere asbl
Rue Stuckens, 125 - 1140 Evere
NE : 0435.168.526
Montant : 5.500,00€

Article 2 :

De comptabiliser cette dépense sur l'article budgétaire 761/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Toelage "Journées musicales 2016" aan de vzw "Les Amis de l'Académie de musique d'Evere".

Gelet op het krediet van 10.500,00€ ingeschreven op het begrotingsartikel 761/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016, houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Overwegende dat de uitkering van de toelage zal gebeuren op basis van het door de vereniging ingediende activiteitenverslag;

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

Een toelage van 5.500,00€ voor de "Journées musicales 2016" toe te kennen aan de vzw "Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere", voor de coördinatie en de organisatie van de muziekdagen voor de zes franstalige Everse scholen tijdens het jaar 2016.

Les Amis de l'Académie de Musique d'Evere vzw
Stuckensstraat, 125 - 1140 Evere
ON: 0435.168.526
Bedrag: 5.500,00€

Artikel 2:

Deze uitgave te boeken op het begrotingsartikel 761/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0013 **Agenda Iris 21 - Convention entre l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement et la commune d'Evere.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que le conseil communal, en sa séance du 13 décembre 2007, a signé les engagements d'Aalborg;

Considérant que la commune a bénéficié, depuis 2008, de plusieurs subventions pour la mise en oeuvre d'actions environnementales dans le cadre de l'Agenda Iris 21;

Considérant que le collège des Bourgmestre et Echevins, en séance du 17 mai 2016, a approuvé le dépôt du dossier de candidature "Agenda Iris 21";

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 septembre 2016 octroyant une subvention de 25.000,00€ à la commune pour la mise en oeuvre d'actions environnementales dans le cadre de l'Agenda Iris 21, plus précisément : "Récupération des encombrants et sensibilisation de proximité au sein de la déchetterie Bordet";

Vu la proposition de convention élaborée par l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention, en annexe, entre l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement et la commune d'Evere, pour la période du 1er octobre 2016 au 31 décembre 2017.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Agenda Iris 21 - Overeenkomst tussen het Brussels Instituut voor Milieubeheer en de gemeente Evere.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de gemeenteraad, in zijn zitting van 13 december 2007, de verbintenissen van Aalborg heeft ondertekend;

Overwegende dat de gemeente, sinds 2008, verschillende toelagen heeft ontvangen voor het uitvoeren van milieuacties in het kader van de Agenda Iris 21;

Overwegende dat het college van Burgemeester en Schepenen, in zijn zitting van 17 mei 2016, de indiening van het kandidatuurdossier "Agenda Iris 21" heeft goedgekeurd;

Gelet op het besluit van Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 september 2016 tot toekenning van een toelage aan de gemeente van 25.000,00 € voor het uitvoeren van milieuacties in het kader van de Agenda Iris 21, in het bijzonder : "Recuperatie van het grof vuil en nabijheidssensibilisering in het containerpark Bordet";

Gelet op het voorstel tot overeenkomst uitgewerkt door het Brussels Instituut voor Milieubeheer;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeente van Brussels Hoofdstedelijke Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT:

Artikel 1:

De overeenkomst, als bijlage, tussen het Brussels Instituut voor Milieubeheer en de gemeente Evere, voor de periode van 1 oktober 2016 tot 31 december 2017, goed te keuren.

Artikel 2:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0014 **Octroi d'un subside au SAS Evere dans le cadre de la politique de l'égalité des chances.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 2.000,00 € inscrit à l'article budgétaire 849/332-02 de l'exercice 2016 concernant des subsides aux associations du type "Egalité des Chances" ;

Vu que les activités organisées par le SAS Evere répondent aux objectifs poursuivis par le service de l'Egalité des Chances ;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside de 2.000,00 € en faveur du :

SAS Evere asbl

Rue de la Marne, 85

1140 Evere

NE : 0443.568.528

Article 2 :

De comptabiliser cette dépense sur l'article budgétaire 849/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Toekenning van een subsidie aan het SAS Evere in het kader van het gelijke kansenbeleid.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 2.000,00 € ingeschreven op het begrotingsartikel 849/332-02 van het dienstjaar 2016, houdende toekenning van subsidies aan verenigingen type "Gelijke Kansen";

Overwegende dat de activiteiten georganiseerd door het SAS Evere beantwoorden aan de doelstellingen die door de dienst Gelijke Kansen nagestreefd worden;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een subsidie van 2.000,00 € toe te kennen ten voordele van:

SAS Evere vzw

Marnestraat, 85

1140 Evere

ON: 0443.568.528

Artikel 2:

Deze uitgave te boeken op het begrotingsartikel 849/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0015 **Subsides aux 3 conseils de quartier - Exercice 2016 - Répartition.**

Considérant le dynamisme des 3 conseils de quartier et de l'importance de les soutenir dans leur démarche citoyenne;

Considérant que le renouvellement de ce subsidie se fera au vu des rapports d'activités introduits par les bénéficiaires;

Vu le crédit de 2.650,00€ inscrit à l'article budgétaire 879/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2016;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances écologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

D'octroyer un subside aux conseils de quartier suivant cette liste:

Conseil de quartier Evere Centre: 300,00€

M. Marc Bossuyt - responsable
Rue de la Résistance, 63
1140 Evere

Conseil de quartier Bas-Evere: 300,00€

M. Christian Michiels - responsable
Rue du Tilleul 225
1140 Evere

Conseil de quartier Haut-Evere: 300,00€

M. Daniel Brees - responsable
Avenue Franz Guillaume 61 bte 10
1140 Evere

Article 2:

De comptabiliser la dépense de 900,00€ à l'article budgétaire 879/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2016.

Article 3:

De reprendre cette délibération qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Subsidies aan de 3 buurtraden - Dienstjaar 2016 - Verdeling.

Overwegende het dynamisme van de drie buurtraden en het belang om ze te ondersteunen in hun burgerinitiatief;

Overwegende dat de vernieuwing van deze subsidie gebeurt in het licht van de activiteitsrapporten die door de begunstigden werden ingediend;

Gelet op het krediet van 2.650,00€ voorzien op het begrotingsartikel 879/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een subsidie aan de buurtraden toe te kennen, volgens deze lijst:

Buurtraad Evere Centrum: 300,00€

M. Marc Bossuyt - verantwoordelijke
Weerstandstraat, 63
1140 Evere

Buurtraad Laag-Evere: 300,00€

M. Christian Michiels - verantwoordelijke
Lindestraat, 225
1140 Evere

Buurtraad Hoog-Evere: 300,00€

M. Daniel Brees - verantwoordelijke
Franz Guillaumelaan, 61 bus 10
1140 Evere

Artikel 2:

Deze uitgave van 900,00€ te boeken op begrotingsartikel 879/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0016 **Subsides aux associations afin de favoriser le développement d'actions en vue de redynamiser les quartiers commerciaux - Exercice 2016 - Répartition.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit inscrit à la fonction 763/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2016, accordant les subsides aux associations afin de favoriser le développement d'actions en vue de redynamiser les quartiers commerciaux;

Vu la loi du 6 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la répartition des subsides;

Considérant que la liquidation des subsides se fait au vu des rapports d'activités à introduire par les associations;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'allouer des subsides aux associations afin de favoriser le développement d'actions en vue de redynamiser les quartiers commerciaux suivant la liste qui suit :

Evere-Center asbl : 2.000,00€

Avenue Henri Conscience, 94
1140 Evere
NE : 0895.582.093

Vrede 55 Paix asbl : 2.000,00€

Rue de Paris, 47
1140 Evere
NE : 0812.370.149

Evere Paduwa Shopping Center asbl : 5.000,00€

Avenue de l'optimisme, 13
1140 Evere
NE : 0895.902.886

Business For Evere asbl : 3.500,00€

Rue de Paris, 112a
1140 Evere
NE : 0883.783.430

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 12.500,00€ sur la fonction 763/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Toelagen aan de verenigingen om de ontwikkeling van acties te bevorderen met als doel de commerciële wijken te revitaliseren - Dienstjaar 2016 - Verdeling.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet ingeschreven op de functie 763/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016, waardoor toelagen verleend worden aan de verenigingen om de ontwikkeling van acties te bevorderen met als doel commerciële wijken te revitaliseren;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 betreffende de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat er tot een verdeling van de toelagen dient overgegaan te worden;

Overwegende dat de uitkering van de toelagen gebeurt op basis van de door de verenigingen ingediende activiteitenverslagen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Toelagen te verlenen aan de verenigingen om de ontwikkeling van acties te bevorderen met het doel de commerciële wijken te revitaliseren volgens de onderstaande lijst:

Evere-Center vzw: 2.000,00€

Henri Consciencelaan, 94
1140 Evere
ON: 0895.582.093

Vrede 55 Paix vzw: 2.000,00€

Parijsstraat, 47
1140 Evere
ON: 0812.370.149

Evere Paduwa Shopping Center vzw: 5.000,00€

Optimismelaan, 13
1140 Evere
ON: 0895.902.886

Business For Evere vzw: 3.500,00€

Parijsstraat, 112a
1140 Evere
ON: 0883.783.430

Artikel 2:

De uitgave van 12.500,00€ op de functie 763/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0017 **Subsides aux organismes au service des ménages - Exercice 2016 - Répartition.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le crédit de 2.150,00€ inscrit à l'article budgétaire 777/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2016 concernant des subsides aux organismes au service des ménages de type "environnement";

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la répartition des subsides;

Considérant que la liquidation des subsides se fera au vu des rapports d'activités introduits par les bénéficiaires;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

D'allouer des subsides aux organismes au service des ménages pour l'exercice 2016 suivant la liste qui suit:

C.E.B.E. asbl : 1.000,00€

Rue J.-B. Mosselmans, 44

1140 Evere

NE: 0438.798.306

Transitie Evere en Transition asbl : 300,00€

Rue W. Van Perck, 112

1140 Evere

NE: 0888.505.548

Amis de la Nature asbl : 200,00€

Rue P. Matheussens, 60
1140 Evere
NE: 0452.883.892

Article 2:

De comptabiliser ces dépenses sur l'article budgétaire 777/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 3:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doivent être transmises à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen - Dienstjaar 2016 - Verdeling.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het krediet van 2.150,00€ voorzien op het begrotingsartikel 777/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016, houdende toekenning van subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen type "milieu";

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat er reden is om de subsidies te verdelen;

Overwegende dat de subsidies uitbetaald zullen worden in het licht van de activiteitenverslagen die door de begunstigden ingediend worden;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

Subsidies toe te kennen aan instellingen ten dienste van de gezinnen voor het dienstjaar 2016 volgens deze lijst :

C.E.B.E. vzw : 1.000,00€

J.-B. Mosselmansstraat, 44
1140 Evere
ON: 0438.798.306

Transitie Evere en Transition asbl : 300,00€

W. Van Perckstraat, 112
1140 Evere
ON: 0888.505.548

Amis de la Nature asbl : 200,00€

P. Matheussensstraat, 60
1140 Evere
ON: 0452.883.892

Artikel 2:

Deze uitgaven te boeken op begrotingsartikel 777/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016.

Artikel 3:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

SECTEUR CITOYEN - SECTOR BURGER

24.11.2016/A/0018 **Subside pour "Les Amis de la Morale Laïque d'Evere".**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 1.000,00€ inscrit sur la fonction 79007/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu le rapport annuel en annexe, de l'association de fait "Les Amis de la Morale Laïque d'Evere";

Vu la loi du 16.07.1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'allouer le subside de 1.000,00€ à l'association de fait "Les Amis de la Morale Laïque d'EVERE", rue des Deux Maisons, 32 à 1140 Evere

Article 2 :

De comptabiliser la dépense de 1.000,00€ sur la fonction 79007/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Toelage voor "Les Amis de la Morale Laïque d'Evere".

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 1.000,00€ ingeschreven op functie 79007/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016, houdende toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op het jaarverslag in bijlage, van de feitelijke vereniging "Les Amis de la Morale Laïque d'Evere";

Gelet op de wet van 16.07.1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemester en Schepenen :

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage van 1.000,00€ toe te kennen aan de feitelijke vereniging "Les Amis de la Morale Laïque d'EVERE", Twee Huizenstraat, 32 te 1140 Evere.

Artikel 2 :

Deze uitgave van 1.000,00€ op functie 79007/332-02 van de gewone begroting voor

het dienstjaar 2016 te boeken.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

SECTEUR TRAVAUX PUBLICS - SECTOR OPENBARE WERKEN

24.11.2016/A/0019 **Adhésion à la centrale de marchés de l'intercommunale Interfin pour la passation, l'exécution et le financement de travaux, de fournitures et de services en matière d'utilisation performante et rationnelle de l'énergie au profit des Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la Nouvelle loi communale;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu le COBRACE et le rôle exemplaire attendu notamment des pouvoirs locaux en matière de performance énergétique des bâtiments;

Vu qu'Interfin a, conformément à ses statuts, notamment pour objet l'utilisation rationnelle de l'électricité, du gaz et de la chaleur sous toutes ses formes;

Considérant l'article 2, 4° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics permettant à une centrale de marchés, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs;

Considérant l'article 15 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant qu'une telle centrale de marchés a déjà été mise en place, avec succès, par l'intercommunale Interfin en ce qui concerne l'achat de gaz et d'électricité au profit des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant les gisements d'économie d'énergie déjà identifiés dans une série de

bâtiments communaux au travers des PLAGE et du service de comptabilité énergétique « NRClick » mis en place par Sibelga au profit et avec la collaboration des communes ; que la réalisation d'une partie de ce potentiel d'économie peut être facilitée par l'achat et le financement de travaux, fournitures et services en matière d'utilisation performante et rationnelle de l'énergie au travers d'une nouvelle centrale de marché Interfin;

Considérant qu'il y a lieu de fixer un cadre pour la passation, l'exécution et le financement de marchés par cette nouvelle centrale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DECIDE :

Article 1 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Article 2 :

D'adhérer à la centrale de marchés de l'intercommunale Interfin pour la passation, l'exécution et le financement de travaux, de fournitures et de services en matière d'utilisation performante et rationnelle de l'énergie au profit des Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 3 :

D'approuver le règlement en annexe régissant cette centrale de marchés.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Toetreding tot de opdrachtcentrale van de intercommunale Interfin voor de plaatsing, uitvoering en financiering van werken, leveringen en diensten op het vlak van performant en rationeel energiegebruik ten behoeve van de Plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op het BWLKE en de voorbeeldrol die met name verwacht wordt van de plaatselijke besturen op het vlak van energieprestatie van de gebouwen;

Gelet op het feit dat het rationele gebruik van elektriciteit, gas en warmte in al haar vormen met name het doel van Interfin vormt, conform de statuten van Interfin;

Gelet op artikel 2, 4° van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten dat een opdrachtcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 15 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Gelet op het feit dat er reeds, met succes, een dergelijke opdrachtcentrale werd opgericht door de intercommunale Interfin voor de aankoop van gas en elektriciteit ten behoeve van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de energiebesparingsbronnen die reeds werden geïdentificeerd in een reeks gemeentegebouwen via het PLAGÉ en de dienst voor energieboekhouding 'NRClick' die ingevoerd werd door Sibelga ten behoeve van en met de medewerking van de gemeenten; dat de verwezenlijking van een gedeelte van dit besparingspotentieel vereenvoudigd kan worden door de aankoop en de financiering van werken, leveringen en diensten inzake performant en rationeel energiegebruik via een nieuwe Interfin-opdrachtcentrale;

Gelet op het feit dat er nood is aan een kader voor het plaatsen, uitvoeren en financieren van opdrachten door deze nieuwe centrale;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

Artikel 2 :

Toe te treden tot de opdrachtcentrale van de intercommunale Interfin voor de plaatsing, uitvoering en financiering van werken, leveringen en diensten op het vlak van performant en rationeel energiegebruik ten gunste van de Plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 3 :

Het reglement in bijlage goed te keuren dat die opdrachtcentrale regelt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0020 **Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Evere -
Subsides dans le cadre de travaux de voirie.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Considérant que le plan d'actions de sécurité routière prévoit la diminution de 50% du nombre de victimes d'accidents de la route d'ici 2020;

Considérant que certains travaux d'infrastructure, mettant en œuvre des mesures règlementaires et physiques, incitent au respect des limitations en vigueur par la crédibilisation de ces limitations;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Evere ont, dans ce cadre, sélectionné les projets suivants :

- la mise en place de dispositifs ralentisseurs sur la rue Colonel Bourg (entre l'avenue L. Grosjean et la rue G. De Lombaerde) contribue au respect de la vitesse dans la zone 30 existante,
- la mise en place dans la rue Stroobants de coussins berlinois (adaptés aux bus) protégeant la traversée piétonne menant au centre sportif, afin de contribuer au respect de la vitesses dans la future zone 30;

Considérant que le coût d'exécution des travaux susmentionnés est estimé à 94.000,00€;

Considérant que la Région Bruxelles-Capitale prévoit un subside maximal de 94.000,00€ dans le cadre de ces travaux;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la convention, entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Evere, réglant les modalités de subsides des travaux dans la rue Stroobants et dans la rue Colonel Bourg.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Conventie tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Evere -

Subsidies in het kader van wegenwerken.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het verkeersveiligheidsactieplan een vermindering voorziet van het aantal verkeersslachtoffers met 50% tegen 2020;

Overwegende dat bepaalde infrastructuurwerken, die reglementaire en fysieke maatregelen ten uitvoer brengen, aanzetten tot het respecteren van bestaande snelheidsbeperkingen door het geloofwaardig maken van deze beperkingen;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Evere in dit kader de volgende projecten hebben geselecteerd :

- het realiseren van snelheidsremmers in de Kolonel Bourgstraat (tussen de L. Grosjeanlaan en de G. De Lombaerdestraat) draagt bij tot het respecteren van de snelheid in de bestaande zone 30;
- het realiseren in de Stroobantsstraat, van Berlijnse kussens (aangepast aan bussen) die de voetgangersoversteek beschermen naar het sportief centrum draagt bij tot het respecteren van de snelheden in de toekomstige zone 30;

Overwegende dat de kostprijs van de werken geraamd wordt op 94.000,00€;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een maximale subsidie van 94.000,00€ voorziet in het kader van deze werken;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

Artikel 1 :

De conventie, tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Evere, die de modaliteiten van de subsidies van de werken in de Stroobantsstraat en de Kolonel Bourgstraat bepalen, goed te keuren.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

SECTEUR SUPPORT LOGISTIQUE - SECTOR LOGISTIEKE ONDERSTEUNING

24.11.2016/A/0021 **Fixation des conditions et attribution du marché en vue des réparations d'un jeu de plein air à l'école "Germinal".**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'il appert, suite à un contrôle d'inspection, que les fondations d'un jeu de plein air sont endommagées ;

Considérant qu'il est nécessaire que les nouvelles fondations soient fournies et placées par la firme Kompan, société ayant l'exclusivité en la matière ;

Considérant l'offre de la firme Kompan quant aux travaux projetés pour un montant de 1.326,37€ (TVA Comprise) ;

Considérant qu'un crédit de 1.326,37€ est prévu à l'article budgétaire 72102/725-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2016 ;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités techniques, article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De désigner la firme Kompan - bosstraat 15 à 8780 Oostrozebeke (NE: 0428.290.533) comme adjudicataire du marché pour les réparations d'un jeu de plein air à l'école "Germinal", au prix de son offre du 21.09.2016 à savoir 1.326,37€ (TVA Comprise).

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 1.326,37€ sur l'article budgétaire 72102/725-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2016.

Article 4:

De financer ces travaux par boni.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de herstellingen van een openluchtspeeltuig aan de school "Germinal".

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat na een controle is gebleken dat de funderingen van een openluchtspeeltuig beschadigd zijn ;

Overwegende dat deze nieuwe funderingen geleverd en geplaatst moeten worden door de firma Kompan daar zij ter zake de exclusiviteit hebben ;

Gelet op de offerte van de firma Kompan betreffende de geplande werken voor een bedrag van 1.326,37€ (BTW Inbegrepen) ;

Overwegende dat een krediet van 1.326,37€ voorzien is op het begrotingsartikel 72102/725-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2016 ;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (technische specificiteiten, artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006) als de gunningswijze te weerhouden.

Artikel 2 :

De firma Kompan - bosstraat 15 te 8780 Oostrozebeke (ON : 0428.290.533) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende de herstellingen van een openluchtspeeltuig aan de school "Germinal" volgens het bedrag van haar offerte van 21.09.2016 namelijk 1.326,37€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3 :

De uitgave van 1.326,37€ op het begrotingsartikel 72102/725-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2016.

Artikel 4 :

Deze opdracht met een batig saldo te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0022 **Fixation des conditions et attribution du marché en vue des réparations des jeux de plein air au parc Hoedemaekers.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'il appert, suite à un contrôle d'inspection, que certains éléments de différents jeux de plein air du parc Hoedemaekers sont endommagés ;

Considérant que les jeux de plein air concernés ont été fournis et placés par la firme Playgrounds ;

Considérant qu'il s'avère donc nécessaire que la firme précitée procède aux réparations des éléments défectueux ;

Considérant l'offre de la firme Playgrounds quant aux travaux projetés pour un montant de 3.303,30€ (TVA Comprise) ;

Considérant qu'un crédit de 3.303,30€ est prévu à l'article budgétaire 76602/725-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2016 ;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités techniques, article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De désigner la firme Playgrounds - boulevard Louis Schmidt 119 b2 à 1040 Bruxelles (NE: 0449.887.483) comme adjudicataire du marché pour les réparations d'un jeu de plein air au parc Hoedemaekers, au prix de son offre du 05.10.2016 à savoir 3.303,30€ (TVA Comprise).

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 3.303,30€ sur l'article budgétaire 76602/725-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2016.

Article 4:

De financer ces travaux par boni.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de herstellingen van de openluchtspeeltuigen aan het park Hoedemaekers.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat na een controle is gebleken dat bepaalde onderdelen van verschillende openluchtspeeltuigen aan het park Hoedemaekers beschadigd zijn ;

Overwegende dat deze openluchtspeeltuigen werden geleverd en geplaatst door de firma Playgrounds ;

Overwegende dat het dus noodzakelijk is dat de aan te brengen herstellingen aan de beschadigde onderdelen door de betrokken firma worden uitgevoerd ;

Gelet op de offerte van de firma Playgrounds betreffende de geplande werken voor een bedrag van 3.303,30€ (BTW Inbegrepen) ;

Overwegende dat een krediet van 3.303,30€ voorzien is op het begrotingsartikel 76602/725-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2016 ;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (technische specificiteiten, artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006) als de gunningswijze te weerhouden.

Artikel 2 :

De firma Playgrounds - Louis Schmidlaan 119 b2 te 1040 Brussel (ON : 0449.887.483) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende de herstellingen van de openluchtspeeltoestellen aan het park Hoedemaekers volgens het bedrag van haar offerte van 05.10.2016 namelijk 3.303,30€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3 :

De uitgave van 3.303,30€ op het begrotingsartikel 76602/725-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2016 vast te leggen.

Artikel 4 :

Deze opdracht met een batig saldo te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0023 **Marchés Publics – Application de l’article 234 alinéa 3 NLC - Information.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a fixé les conditions et le mode d’attribution des marchés des dossiers suivants :

Fixation des conditions du marché de fourniture de matériel électrique pour les bâtiments.

Montant estimatif : 33.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation :

3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 300/724-60 - Exercice 2016
5.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 721/724-60 - Exercice 2016
10.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 722/724-60 - Exercice 2016
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 734/724-60 - Exercice 2016
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 762/724-60 - Exercice 2016
3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2016
3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 771/724-60 - Exercice 2016
2.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 773/724-60 - Exercice 2016
2.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 844/724-60 - Exercice 2016
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 878/724-60 - Exercice 2016
33.500,00€ (TVA Comprise)

Financement :

300/724-60 - Boni
721/724-60 - Boni
722/724-60 - Boni
734/724-60 - Boni
762/724-60 - Boni
764/724-60 - Boni
771/724-60 - Boni
773/724-60 - Boni
844/724-60 - Boni
878/724-60 - Boni

Point N° 84 – Collège du 04.10.2016

Fixation des conditions du marché pour l'achat de 5 appareils photo numériques.

Montant estimatif: 450,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 139/742-53 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N° 85 – Collège du 04.10.2016

Fixation des conditions du marché pour l'achat de 5 fax.

Montant estimatif: 550,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 139/742-54 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N° 86 – Collège du 04.10.2016

Fixation des conditions du marché pour la désignation d'un ingénieur en stabilité pour le renforcement de la structure de la salle omnisport François Guillaume.

Montant estimatif: 25.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N° 88 – Collège du 04.10.2016

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de matériel de chauffage pour les bâtiments communaux.

Montant estimatif et comptabilisation:

6.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 138/724-60 - Exercice 2016
3.400,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 300/724-60 - Exercice 2016
5.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 721/724-60 - Exercice 2016
10.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 722/724-60 - Exercice 2016
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 734/724-60 - Exercice 2016
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 762/724-60 - Exercice 2016
3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2016
3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 771/724-60 - Exercice 2016
3.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 773/724-60 - Exercice 2016
3.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 844/724-60 - Exercice 2016
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 878/724-60 - Exercice 2016
41.900,00€ (TVA Comprise) -> Total

Financement: Boni

Point N° 89 – Collège du 04.10.2016

Fixation des conditions du marché pour la fourniture et la pose d'un nouveau faux plafond avec éclairage intégré dans l'espace réservé aux vestiaires de la piscine du Triton.

Montant estimatif: 98.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N° 67 – Collège du 11.10.2016

Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'acquisition d'une camionnette assujetti d'un contrat d'entretien de cinq ans.

Chapitre 1 : Achat d'une camionnette

Chapitre 2 : Contrat d'entretien

Chapitre 1 : Achat d'une camionnette

Montant estimatif: 25.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 766/743-52 - Exercice 2016

Financement: Boni

Chapitre 2 : Contrat d'entretien

Montant estimatif: 750,00€ (TVA Comprise) / an -> 3.750,00€ (TVA Comprise) sur cinq ans, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021

Comptabilisation: Article budgétaire 766/127-06 - Exercice 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021

Point N° 89 – Collège du 18.10.2016

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de paniers métalliques pour les poubelles publiques.

Montant estimatif: 6.100,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 875/744-51 - Exercice 2016
Financement: Boni
Point N° 93 – Collège du 18.10.2016

Fixation des conditions du marché de fourniture de matériaux pour les cimetières.

Montant estimatif: 18.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 878/725-60 - Exercice 2016
Financement: Boni
Point N° 95 – Collège du 18.10.2016

Fixation des conditions du marché d'achat de mobilier scolaire pour l'année 2016.

Montant estimatif: 14.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 700/741-51 - Exercice 2016
Financement: Boni
Point N° 96 – Collège du 18.10.2016

Fixation des conditions du marché pour la fourniture d'un nettoyeur haute pression.

Montant estimatif: 6.700,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 136/744-51 - Exercice 2016
Financement: Boni
Point N° 71 – Collège du 25.10.2016

Vu les articles 117 et 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Le président informe le Conseil communal des fixations des conditions et du mode d'attribution des marchés des dossiers suivants :

Fixation des conditions du marché de fourniture de matériel électrique pour les bâtiments.

Montant estimatif : 33.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation :

3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 300/724-60 - Exercice 2016
5.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 721/724-60 - Exercice 2016
10.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 722/724-60 - Exercice 2016
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 734/724-60 - Exercice 2016
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 762/724-60 - Exercice 2016
3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2016
3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 771/724-60 - Exercice 2016
2.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 773/724-60 - Exercice 2016
2.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 844/724-60 - Exercice 2016
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 878/724-60 - Exercice 2016
33.500,00€ (TVA Comprise)

Financement :

300/724-60 - Boni
721/724-60 - Boni
722/724-60 - Boni
734/724-60 - Boni
762/724-60 - Boni

764/724-60 - Boni
771/724-60 - Boni
773/724-60 - Boni
844/724-60 - Boni
878/724-60 - Boni
Point N° 84 – Collège du 04.10.2016

Fixation des conditions du marché pour l'achat de 5 appareils photo numériques.

Montant estimatif: 450,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 139/742-53 - Exercice 2016
Financement: Boni
Point N° 85 – Collège du 04.10.2016

Fixation des conditions du marché pour l'achat de 5 fax.

Montant estimatif: 550,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 139/742-54 - Exercice 2016
Financement: Boni
Point N° 86 – Collège du 04.10.2016

Fixation des conditions du marché pour la désignation d'un ingénieur en stabilité pour le renforcement de la structure de la salle omnisport François Guillaume.

Montant estimatif: 25.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2016
Financement: Boni
Point N° 88 – Collège du 04.10.2016

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de matériel de chauffage pour les bâtiments communaux.

Montant estimatif et comptabilisation:
6.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 138/724-60 - Exercice 2016
3.400,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 300/724-60 - Exercice 2016
5.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 721/724-60 - Exercice 2016
10.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 722/724-60 - Exercice 2016
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 734/724-60 - Exercice 2016
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 762/724-60 - Exercice 2016
3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2016
3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 771/724-60 - Exercice 2016
3.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 773/724-60 - Exercice 2016
3.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 844/724-60 - Exercice 2016
1.500,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 878/724-60 - Exercice 2016
41.900,00€ (TVA Comprise) -> Total
Financement: Boni
Point N° 89 – Collège du 04.10.2016

Fixation des conditions du marché pour la fourniture et la pose d'un nouveau faux plafond avec éclairage intégré dans l'espace réservé aux vestiaires de la piscine du Triton.

Montant estimatif: 98.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2016
Financement: Boni

Point N° 67 – Collège du 11.10.2016

Fixation des conditions du marché de fournitures en vue de l'acquisition d'une camionnette assujetti d'un contrat d'entretien de cinq ans.

Chapitre 1 : Achat d'une camionnette

Chapitre 2 : Contrat d'entretien

Chapitre 1 : Achat d'une camionnette

Montant estimatif: 25.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 766/743-52 - Exercice 2016

Financement: Boni

Chapitre 2 : Contrat d'entretien

Montant estimatif: 750,00€ (TVA Comprise) / an -> 3.750,00€ (TVA Comprise) sur cinq ans, sous réserve d'approbation des budgets 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021

Comptabilisation: Article budgétaire 766/127-06 - Exercice 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021

Point N° 89 – Collège du 18.10.2016

Fixation des conditions du marché pour la fourniture de paniers métalliques pour les poubelles publiques.

Montant estimatif: 6.100,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 875/744-51 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N° 93 – Collège du 18.10.2016

Fixation des conditions du marché de fourniture de matériaux pour les cimetières.

Montant estimatif: 18.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 878/725-60 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N° 95 – Collège du 18.10.2016

Fixation des conditions du marché d'achat de mobilier scolaire pour l'année 2016.

Montant estimatif: 14.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 700/741-51 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N° 96 – Collège du 18.10.2016

Fixation des conditions du marché pour la fourniture d'un nettoyeur haute pression.

Montant estimatif: 6.700,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 136/744-51 - Exercice 2016

Financement: Boni

Point N° 71 – Collège du 25.10.2016

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten – Toepassing artikel 234 alinea 3 NGW – Informatie.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de voorwaarden vastgesteld en de gunningswijze gekozen heeft van de volgende dossiers:

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van elektriciteitsmaterieel voor de gebouwen.

Ramend bedrag : 33.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking :

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 300/724-60 - Dienstjaar 2016
5.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 721/724-60 - Dienstjaar 2016
10.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 722/724-60 - Dienstjaar 2016
1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 734/724-60 - Dienstjaar 2016
1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 762/724-60 - Dienstjaar 2016
3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2016
3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 771/724-60 - Dienstjaar 2016
2.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 773/724-60 - Dienstjaar 2016
2.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 844/724-60 - Dienstjaar 2016
1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 878/724-60 - Dienstjaar 2016
33.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Financiering :

300/724-60 - Batig saldo
721/724-60 - Batig saldo
722/724-60 - Batig saldo
734/724-60 - Batig saldo
762/724-60 - Batig saldo
764/724-60 - Batig saldo
771/724-60 - Batig saldo
773/724-60 - Batig saldo
844/724-60 - Batig saldo
878/724-60 - Batig saldo
Punt nr 84 – College dd. 04.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van 5 digitale compactcamera.

Ramend bedrag: 450,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 139/742-53 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 85 – College dd. 04.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van 5 fax.

Ramend bedrag: 550,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 139/742-54 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 86 – College dd. 04.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aanduiding van een ingenieur stabiliteit voor de versterking van de structuur van de omnisportzaal François Guillaume.

Ramend bedrag: 25.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 88 – College dd. 04.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van verwarmingsmaterieel voor de gemeentelijke gebouwen.

Ramend bedrag en boeking:

6.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 138/724-60 - Dienstjaar 2016
3.400,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 300/724-60 - Dienstjaar 2016
5.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 721/724-60 - Dienstjaar 2016
10.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 722/724-60 - Dienstjaar 2016
1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 734/724-60 - Dienstjaar 2016
1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 762/724-60 - Dienstjaar 2016
3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2016
3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 771/724-60 - Dienstjaar 2016
3.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 773/724-60 - Dienstjaar 2016
3.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 844/724-60 - Dienstjaar 2016
1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 878/724-60 - Dienstjaar 2016
41.900,00€ (BTW Inbegrepen) -> Total

Financiering: Batig saldo

Punt nr 89 – College dd. 04.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering en de plaatsing van een nieuw verlaagd plafond met inbouwverlichting in de kleedkamers van het zwembad Triton.

Ramend bedrag: 98.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 67 – College dd. 11.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van een bestelwagen met een onderhoudscontract voor vijf jaar.

Hoofdstuk 1 : Aankoop van een bestelwagen

Hoofdstuk 2 : Onderhoudscontract

Hoofdstuk 1 : Aankoop van een bestelwagen

Ramend bedrag: 25.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 766/743-52 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Hoofdstuk 2 : Onderhoudscontract

Ramend bedrag: 750,00€ (BTW Inbegrepen) / jaar -> 3.750,00€ (BTW Inbegrepen) voor vijf jaar, onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019, 2020 en 2021

Boeking: Begrotingsartikel 766/127-06 - Dienstjaar 2017, 2018, 2019, 2020 en 2021

Punt nr 89 – College dd. 18.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van metalen manden voor de openbare vuilnisbakken.

Ramend bedrag: 6.100,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 875/744-51 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 93 – College dd. 18.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van materialen voor de begraaftplaatsen.

Ramend bedrag: 18.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 878/725-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 95 – College dd. 18.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van schoolmeubilair voor het jaar 2016.

Ramend bedrag: 14.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 700/741-51 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 96 – College dd. 18.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van een hoge druk reiniger.

Ramend bedrag: 6.700,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 136/744-51 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 71 – College dd. 25.10.2016

Gelet op de artikelen 117 en 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

De voorzitter stelt de Gemeenteraad in kennis van de vaststelling van de voorwaarden en de gunningswijze van de volgende dossiers:

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van elektriciteitsmaterieel voor de gebouwen.

Ramend bedrag : 33.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking :

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 300/724-60 - Dienstjaar 2016

5.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 721/724-60 - Dienstjaar 2016

10.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 722/724-60 - Dienstjaar 2016

1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 734/724-60 - Dienstjaar 2016

1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 762/724-60 - Dienstjaar 2016

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2016

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 771/724-60 - Dienstjaar 2016

2.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 773/724-60 - Dienstjaar 2016

2.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 844/724-60 - Dienstjaar 2016

1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 878/724-60 - Dienstjaar 2016

33.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Financiering :

300/724-60 - Batig saldo

721/724-60 - Batig saldo

722/724-60 - Batig saldo

734/724-60 - Batig saldo

762/724-60 - Batig saldo

764/724-60 - Batig saldo

771/724-60 - Batig saldo

773/724-60 - Batig saldo

844/724-60 - Batig saldo

878/724-60 - Batig saldo
Punt nr 84 – College dd. 04.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van 5 digitale compactcamera.

Ramend bedrag: 450,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 139/742-53 - Dienstjaar 2016
Financiering: Batig saldo
Punt nr 85 – College dd. 04.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van 5 fax.

Ramend bedrag: 550,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 139/742-54 - Dienstjaar 2016
Financiering: Batig saldo
Punt nr 86 – College dd. 04.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aanduiding van een ingenieur stabiliteit voor de versterking van de structuur van de omnisportzaal François Guillaume.

Ramend bedrag: 25.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2016
Financiering: Batig saldo
Punt nr 88 – College dd. 04.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van verwarmingsmaterieel voor de gemeentelijke gebouwen.

Ramend bedrag en boeking:

6.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 138/724-60 - Dienstjaar 2016
3.400,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 300/724-60 - Dienstjaar 2016
5.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 721/724-60 - Dienstjaar 2016
10.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 722/724-60 - Dienstjaar 2016
1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 734/724-60 - Dienstjaar 2016
1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 762/724-60 - Dienstjaar 2016
3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2016
3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 771/724-60 - Dienstjaar 2016
3.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 773/724-60 - Dienstjaar 2016
3.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 844/724-60 - Dienstjaar 2016
1.500,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 878/724-60 - Dienstjaar 2016
41.900,00€ (BTW Inbegrepen) -> Total

Financiering: Batig saldo
Punt nr 89 – College dd. 04.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering en de plaatsing van een nieuw verlaagd plafond met inbouwverlichting in de kleedkamers van het zwembad Triton.

Ramend bedrag: 98.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2016
Financiering: Batig saldo
Punt nr 67 – College dd. 11.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van een bestelwagen met een onderhoudscontract voor vijf jaar.

Hoofdstuk 1 : Aankoop van een bestelwagen

Hoofdstuk 2 : Onderhoudscontract

Hoofdstuk 1 : Aankoop van een bestelwagen

Ramend bedrag: 25.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 766/743-52 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Hoofdstuk 2 : Onderhoudscontract

Ramend bedrag: 750,00€ (BTW Inbegrepen) / jaar -> 3.750,00€ (BTW Inbegrepen) voor vijf jaar, onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingen 2017, 2018, 2019, 2020 en 2021

Boeking: Begrotingsartikel 766/127-06 - Dienstjaar 2017, 2018, 2019, 2020 en 2021

Punt nr 89 – College dd. 18.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van metalen manden voor de openbare vuilnisbakken.

Ramend bedrag: 6.100,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 875/744-51 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 93 – College dd. 18.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van materialen voor de begraafplaatsen.

Ramend bedrag: 18.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 878/725-60 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 95 – College dd. 18.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van schoolmeubilair voor het jaar 2016.

Ramend bedrag: 14.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 700/741-51 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 96 – College dd. 18.10.2016

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van een hoge druk reiniger.

Ramend bedrag: 6.700,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 136/744-51 - Dienstjaar 2016

Financiering: Batig saldo

Punt nr 71 – College dd. 25.10.2016.

De Raad neemt kennis.

SECRÉTARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

24.11.2016/A/0024 **Modification des statuts de la s.c.r.l. BRULABO et confirmation du délégué à**

l'assemblée générale.

Le Conseil communal, réuni en séance public,

Vu les statuts de BRULABO modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire Matthieu DERINCK, membre de VAN HALTEREN Notaires Associés, lors de l'Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2016;

Considérant la décision du 29 juin 2016 du Service des décisions anticipées en matière fiscale, de maintenir BRULABO dans le régime de l'impôt des personnes morales;

Considérant que l'Assemblée générale ordinaire du 21 juin 2016 a adopté à l'unanimité les modifications des articles 8.4 et 30.2 des statuts visant à éviter à BRULABO d'être soumis à l'impôt des sociétés et que cette résolution a été adoptée sous la condition suspensive de son approbation par les conseils communaux;

Considérant la décision du Conseil communal de la Ville de Bruxelles du 27 juin 2016 de modifier sa participation financière dans BRULABO en passant d'une quote-part double à une quote-part simple;

Considérant la décision du Collège de la Ville de Bruxelles du 30 juin 2016 de modifier en conséquence la représentation de la Ville au sein des structures de décision de BRULABO;

Considérant les accords obtenus lors des réunions des 14 septembre et 26 octobre 2016 de la Conférence des Bourgmestres ayant pour objet la modification de la répartition des parts sociales et la représentation de la Ville de Bruxelles au sein de BRULABO;

Considérant qu'il semble opportun de remplacer la fonction d'administrateur-délégué par celle d'un vice-président et de définir les fonctions respectives du président et du vice-président de BRULABO;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

DÉCIDE :

Article 1 :

De modifier les statuts de BRULABO selon le document ci-annexé; les modifications y sont visibles, l'ancien texte étant barré et le nouveau texte étant imprimé en rouge.

Article 2 :

De confirmer la décision prise par le conseil communal en date du 28 mars 2013 concernant la désignation d'un délégué et de la déclarer candidate au poste d'administratrice, de présidente ou de vice-présidente de BRULABO.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Statutenwijziging van de c.v.b.a. BRULABO en bevestiging van de afgevaardigde in de algemene vergadering.

De Gemeenteraad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de statuten van BRULABO, voor het laatst gewijzigd en notarieel bekrachtigd door notaris Mathieu DERINCK, lid van notariskantoor VAN HALTEREN notarissen en partners, op de gewone algemene vergadering van 21 juni 2016;

Overwegende de beslissing van 29 juni 2016 van de Dienst Voorafgaande beslissingen in fiscale zaken, om BRULABO in het stelsel van de rechtspersonenbelasting;

Overwegende dat de gewone algemene vergadering van 21 juni 2016 de wijziging van artikels 8.4 en 30.2 van de statuten ter voorkoming dat BRULABO aan de bedrijfsvoorheffing zou worden onderworpen met algemene stemmen heeft aangenomen en dat deze resolutie aangenomen werd onder opschortende voorwaarde van zijn goedkeuring van de gemeenteraden;

Overwegende de beslissing van de gemeenteraad van Stad Brussel van 27 juni 2016 om zijn financiële bijdrage te wijzigen en over te gaan van een dubbel aandeel naar een enkel aandeel;

Overwegende de beslissing van het college van Stad Brussel van 30 juni 2016 om dienovereenkomstig de vertegenwoordiging van de stad in de beslissingsstructuren van BRULABO te wijzigen;

Overwegende de bereikte akkoorden op de vergaderingen van 14 september en 26 oktober van de conferentie van burgemeesters die de wijziging van de verdeling van de aandelen van leden en de vertegenwoordiging van de Stad Brussel binnen BRULABO tot doel hadden;

Overwegende dat het dienstig lijkt de functie van afgevaardigd bestuurder te vervangen door de functie van vice-president en respectievelijk de functie van president en vice-president van BRULABO te definiëren;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De statuten van BRULABO te wijzigen volgens het hierbij gevoegde document; de wijzigingen zijn erin vermeld, de oude tekst is doorstreept en de nieuwe tekst is in het rood gedrukt.

Artikel 2 :

De aanduiding van een afgevaardigde gedaan door de Gemeenteraad dd. 28 maart 2013 te bevestigen en haar voor te stellen als bestuurster, voorzitter of vice-voorzitter van BRULABO.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

24.11.2016/A/0025 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27.10.2016 - Approbation.**

Vu l'absence de remarques concernant le projet de procès-verbal de la réunion du Conseil communal précédent, le procès-verbal est considéré comme adopté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 27.10.2016 - Goedkeuring.

Gelet op het gegeven dat geen opmerkingen werden geformuleerd op het ontwerp van proces-verbaal van de vorige vergadering van de Gemeenteraad, wordt het proces-verbaal geacht goedgekeurd te zijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Levée de la séance à 20:20
Opheffing van de zitting om 20:20

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil communal,
De Voorzitter van de gemeenteraad,

Dirk Borremans

Georges Pollet